
PARLEMENT WALLON

SESSION 2008-2009

30 AVRIL 2009

MISSION DU BUREAU AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

(4 au 15 avril 2009)

RAPPORT

présenté par

M. J.-P. Dardenne

TABLE DES MATIÈRES

	§§	page
Avant-propos et remerciements.....		5
1. Les contacts et échanges parlementaires	1-6	7
2. Le système fédéral des USA.....		9
2.1. Historique et évolution	7-16	9
2.2. Bicaméralisme égalitaire	17-29	11
2.3. Pouvoir judiciaire et Cour suprême	30-36	15
2.4. Institutions des États fédérés	37-53	17
2.4.1. Le pouvoir législatif.....	45-49	18
2.4.2. Le pouvoir exécutif.....	50-52	18
2.4.3. Le pouvoir judiciaire	53	19
2.5. Conclusions	54-55	20
3. La crise financière et les plans Obama.....	56-72	21
4. Une économie dynamique, verte et innovante	73-82	25
5. Les conclusions de la mission.....	83-96	31

Liste des annexes :

1	Personnalités rencontrées et contacts officiels au cours de la mission	35
2	Les 3 États visités en quelques chiffres	37
3	Statistiques d'exportation Wallonie-USA	38
4 a, b	Charte des 3 pouvoirs et <i>how a bill becomes a law</i>	39
5	Communiqué de presse du Sénat de l'Arizona	40
6	Propositions de M. Carey pour une collaboration Wallonie-Arizona	41
7	Communiqué de presse de Liege Airport	43
8	Note de M. A Carey sur les stéréotypes à l'égard des Américains	44
9	BluEnergy ou le solaire-éolien, au Nouveau-Mexique	46
10	<i>New Mexico's Clean Energy and Technology Economy</i>	47
11	Top 20 des activités de financement (capital à risque) en 2008	48
12 a, b	<i>California fuel cell partnership</i> : les partenaires et véhicule H ₂	49
13	Texte de la Constitution de l'État de Californie	50
14	Lexique des fonctions élues au sein de l'Exécutif en Californie.....	58
15	Bibliographie et références pour la préparation de la mission d'étude	59
16	Quelques chiffres sur la mission (durée, jours ouvrables et fériés, ...)	61

AVANT-PROPOS

La mission s'est déroulée entre le samedi 4 et le mercredi 15 avril 2009.

Elle constitue la concrétisation et l'aboutissement de plusieurs mois de préparation par le Bureau et les services du Parlement wallon.

Ceux-ci ont bénéficié d'une collaboration de qualité exceptionnelle de la part de nos représentants diplomatiques, consulaires et commerciaux dans les 3 États visités, sous l'efficace coordination de M. le Consul-général Geert CRIEL, en charge des 13 États de la côte Ouest des USA.

Le niveau et la qualité des contacts réalisés sur le terrain, la moisson d'informations recueillies, la compréhension et la perception des possibilités de collaboration entre les États et notre Région n'auraient pas été possibles sans la précieuse implication de nos services de représentation; que chacun en soit ici chaleureusement remercié.

Tous ces remerciements s'adressent aussi aux officiels et aux citoyens américains rencontrés sur place et qui, tout au long du séjour de la mission, ont réservé à celle-ci un accueil chaleureux et une très grande ouverture à l'échange et à la confrontation des points de vue et expériences.

Enfin, le présent document est le fruit de nombreuses séances de travail au cours desquelles M. Van Cauwenberghe, Secrétaire du Bureau, s'est particulièrement impliqué: qu'il en soit chaleureusement remercié.

1. LES CONTACTS PARLEMENTAIRES (*)

1. À côté de ses missions de législateur et de contrôle de l'action gouvernementale, le Parlement exerce une mission de diplomatie parlementaire et de représentation, tant en accueillant les visiteurs étrangers qu'en se déplaçant à l'extérieur de son territoire.

2. Notre jeune Parlement a ainsi choisi d'effectuer chaque année, au niveau du Bureau, un déplacement en dehors des frontières de l'Union européenne, dans un État fédéral, avec pour double mission de faire connaître notre Région et d'échanger sur les thèmes du fonctionnement des institutions parlementaires et du fédéralisme, en comparant les expériences respectives.

De leur côté, les Commissions du Parlement organisent des missions techniques sur des thématiques particulières en rapport avec leurs compétences spécifiques. Ces missions sont d'une autre nature que celles organisées par les Membres de l'Exécutif, dans leurs sphères de compétences.

3. En ce début de XXI^e siècle, les USA restent considérés le pays le plus puissant au monde, et l'une des plus anciennes démocraties parlementaires. Aux yeux de beaucoup, les USA apparaissent comme un pays-référence en matière de fédéralisme.

Ce pays qui a connu de subtiles évolutions se révèle particulièrement intéressant à étudier et peut inspirer notre propre action législative, à un moment où une grande négociation entre l'État fédéral et les Régions et Communautés apparaît inévitable, avec comme thème central la répartition des compétences entre les différents niveaux de pouvoir.

4. Pour ces raisons, le Bureau a choisi de visiter 3 États des USA afin d'évaluer, percevoir et analyser un système politique foncièrement stable mais bien plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. La délégation ⁽¹⁾ a ainsi eu des contacts au plus haut niveau dans les 3 États visités, Nouveau-Mexique, Arizona et

Californie, non seulement au niveau législatif (avec les Chambres de chaque État, *House of Representatives* et *Senate*), mais aussi exécutif, avec différents Ministres ou Secrétaires d'État. Certaines municipalités ont également été visitées au cours de la mission d'étude, comme San José au cœur de la *Silicon Valley*.

Les ambitions de départ de la mission d'étude ont pu être largement rencontrées, dans les 3 États couvrant ensemble une superficie de 1.035.000 km², soit près de 65 fois la taille de notre Région. Dans chacun des États, un accueil très chaleureux et une disponibilité réelle de nos interlocuteurs ont permis des échanges ouverts et d'un grand intérêt réciproque.

5. Les observations les plus frappantes de la mission peuvent être résumées comme suit :

- chaque État dispose de sa propre Constitution ⁽²⁾ qui régit l'existence de 2 Assemblées parlementaires (Chambre et Sénat), de l'Exécutif ainsi que de la Cour suprême présente dans chaque État;
- d'une manière générale, la branche exécutive du pouvoir est « surpuissante », par rapport à la branche législative ⁽³⁾;
- un droit de veto est détenu par le Gouverneur, dans chaque État, sur les législations et les budgets;
- le volume annuel de propositions législatives préparées par les 2 Assemblées s'élève à 2.500/3.000 textes en moyenne, pour chacun des 3 États visités;
- en amont de ces propositions, et pour leur élaboration, un important travail de légistique est accompli par les Services Juridiques de chacune des Assemblées, au service de chaque Parlementaire qui souhaite déposer un texte de loi;
- le cheminement de chaque proposition de loi prévoit le passage par chacune des 2 Assemblées ⁽⁴⁾;

(*) Pour permettre des liens et références d'une partie à l'autre, le rapport a numéroté chaque paragraphe.

⁽¹⁾ La délégation était emmenée par M. J. Happart, Président, et comprenait MM. Janssens, Lebrun, Vice-Présidents, Dardenne, Thissen, Van Cauwenberghe, Secrétaires et M. Bayenet, chef de groupe.

⁽²⁾ À titre illustratif, la Constitution de Californie est accessible en annexe XIII.

⁽³⁾ Le lecteur se référera à la section suivante, où nous présentons le « système fédéral » des USA.

⁽⁴⁾ Voir tableau synoptique – en anglais – en annexe IV b.

- les auditions publiques et la participation des citoyens sont très bien organisées tout au long du processus législatif, avec des Assemblées fortement tournées vers la société civile. De plus, les Constitutions des États accordent et régissent un droit d’initiative et de *referendum* aux citoyens, notamment avec le système de propositions en Californie;
- existence de Services de Relations internationales efficaces au sein de chaque Assemblée des États visités;
- si des clivages partisans distinguent les 2 grands partis, Démocrate et Républicain, c’est surtout de mise lors des périodes d’élection. En cours de législature, la recherche de consensus, lorsque des majorités spéciales sont requises, (comme par exemple pour le vote des budgets) a pour effet d’estomper ⁽⁵⁾ ceux-ci;
- les différences entre les 2 grands partis sont peu marquées par le clivage idéologique de type français gauche/droite, même si les Démocrates apparaissent plus favorables à l’intervention de l’État et les Républicains au libéralisme économique. Les 2 grands

partis ont cependant des intérêts largement communs et s’entendent pour protéger leur situation de duopole politique;

- au niveau de chaque État, la branche exécutive se trouve concentrée entre les mains du Gouverneur, personnage tout-puissant, notamment pour la désignation et la révocation des Ministres, mais aussi pour son droit d’initiative dans la recherche de compromis ⁽⁶⁾;
- le législatif opère un contrôle bien moins systématique sur l’exécutif que chez nous;
- deux États des USA, dont le Nouveau-Mexique, se singularisent avec leurs 2 Assemblées composées d’élus non rémunérés ⁽⁷⁾, se réunissant 30 ou 60 jours par an. L’effet pervers de cette situation est que certaines catégories de la société civile comme les retraités ou les rentiers sont sur-représentées ⁽⁸⁾;
- certaines Assemblées visitées comptent plusieurs dizaines de Commissions ou sous-Commissions spécialisées.

⁽⁵⁾ Il s’agit du *bargaining* qui consiste en un équilibre de compromis entre le Congrès et le Président.

⁽⁶⁾ Ce qui est souvent le cas par exemple quand une majorité de 2/3 est requise.

⁽⁷⁾ Les Membres des Assemblées de cet État ne bénéficient que d’un jeton de présence et d’un défraiement de leurs déplacements, pour les 30 ou 60 jours de séance, *cf.* § 47

⁽⁸⁾ Voir *infra* en partie 2, *cf.* § 47

2. LES USA – UN SYSTÈME FÉDÉRAL

2.1. Historique et évolution du fédéralisme américain

6. Lors de l'indépendance en 1776, les 13 Colonies se constituèrent en Confédération. Cependant, en l'absence d'un gouvernement central fort, au lieu de collaborer, certains États se mirent à frapper leur monnaie ou à ériger des barrières commerciales,...

Pour régler ces questions, une nouvelle Constitution, toujours en vigueur de nos jours, fut adoptée en 1789, selon les **principes modernes du fédéralisme**. Alors que le régime confédéral admettait une union relativement précaire des États, le fédéralisme, au contraire, ambitionnait de réaliser un régime de gouvernance à 2 niveaux, l'Union et chaque État.

7. La volonté des institutions américaines était de créer un régime équilibré, grâce à la **séparation rigide et stricte des pouvoirs**, de sorte que personne ne puisse le concentrer à son seul profit. L'équilibre sera assuré par la répartition de la souveraineté entre les différents pouvoirs. Ainsi, chaque pouvoir disposera-t-il, dans son domaine de compétences, d'une autorité absolue, mais il ne pourra empiéter sur la parcelle de pouvoir détenu par une autre autorité.
8. La Constitution a donné la puissance exécutive au *Président*, la souveraineté législative au *Congress*, la fonction de veille juridique à la *Supreme Court*, et l'organisation de la vie quotidienne des citoyens, aux *federal States*. Leurs relations sont marquées par le double et constant souci de **l'indépendance et de l'équilibre** – *checks and balances* –, entre le pouvoir fédéral et les états fédérés, entre les Chambres, entre l'Exécutif et le Législatif, entre les pouvoirs publics et le Juge.
9. On voit aussi clairement la **rigidité du dispositif**, sans qu'aucun pouvoir ne puisse empiéter sur l'autre, et sans que n'existe de collaboration et *a fortiori* de sanction entre eux. Le Président détient le pouvoir exécutif mais ne peut ni proposer de lois ni dissoudre le Parlement.
Celui-ci possède la plénitude du pouvoir législatif mais ne peut contraindre le Président à suivre une politique particulière et *a fortiori* ne peut le censurer ou le forcer à démissionner,...

10. Avec le temps, la pratique politique a tempéré cette rigidité qui aurait rendu le pays ingouvernable, en installant progressivement des mécanismes de collaboration et une ambiance de négociation permanente entre les pouvoirs, pour atteindre un consensus.

L'un des compromis du Congrès de 1789 fut la désignation d'un **Congress bicaméral**, où le Sénat offrait une représentation égale à chaque État (2 Sénateurs), et la Chambre des Représentants, un nombre de Députés proportionnel au nombre d'habitants.

11. Cependant, fédéralistes et anti-fédéralistes continuaient à se confronter, pour savoir si le gouvernement national allait devenir un pouvoir omnipotent et porter atteinte à la liberté des gens ordinaires.
12. Cette confrontation débouchera sur la Charte des Droits (*Bill of Rights*) et les 10 Amendements de la Constitution, garantissant les droits fondamentaux (liberté de parole, de presse, de religion, le droit à un procès devant jury, la protection contre fouilles et saisies injustifiées, le droit au port d'armes, ...). Par la suite, les États-Unis évoluèrent vers une république élargie avec l'expansion progressive de 13 à 50 États.
13. Dans le même temps, le gouvernement national renforça son rôle comme défenseur de l'Union. La Constitution américaine n'a cependant pas réussi à établir la forme et la portée définitives du fédéralisme américain, et les divergences concernant la répartition des compétences entre le fédéral et les États restent aujourd'hui encore d'actualité.
14. Si la **théorie du pacte fédératif** – le régime fédéral de gouvernance à 2 niveaux résulte d'un pacte entre les États – est valable, alors les États et leur population, sont les unités fondamentales du régime fédéral. Si la **théorie de la démocratie nationale** – le régime fédéral est une créature du peuple américain mis en place en tant que politique démocratique en soi – est d'application, alors autant les États que le Gouvernement national sont des créatures de cette volonté collective et y sont assujettis.

Les États-Unis d'Amérique forment, avant tout, un régime fédéral fondé sur l'association d'entités revendiquant hautement le respect de leur spécificité.

Le système politique américain ne peut donc se comprendre que si l'on mesure l'importance du pouvoir des États, qui en fait un véritable contre-pouvoir au sens plein du terme.

La théorie du pacte fédératif fut réintroduite par Ronald Reagan dans son discours inaugural en 1981, lorsqu'il s'engagea à réduire le pouvoir du Gouvernement fédéral de manière à rétablir l'équilibre entre les niveaux de gouvernement. Selon lui « ce n'est pas le Gouvernement fédéral qui créa les États, mais les États qui créèrent le Gouvernement fédéral ».

15. Le partage des compétences entre le gouvernement national et les États est précisé dans la Constitution. Le **10^e Amendement** de la Constitution ⁽⁹⁾ prévoit que les États fédérés bénéficient d'une compétence générale de droit commun, alors que l'Union ne dispose que d'une compétence d'attribution pour un nombre de matières expressément définies.

⁽⁹⁾ Ratifié le 15 décembre 1791, le texte prévoit que « chaque État conserve sa souveraineté, liberté et indépendance et tous les pouvoirs, compétences et droits qui ne sont pas expressément délégués à l'Union ».

Les compétences expressément déléguées à l'Union – *supremacy clause* – ne concernent que la politique étrangère, la défense de l'Union, le pouvoir d'imposition fiscale, le droit d'emprunter, la réglementation de l'émission de la monnaie, la réglementation des Postes et de la justice fédérale.

Toutes les autres matières relèvent de la compétence des États, qui disposent de compétences considérables. Ce point est essentiel : la création des États-Unis repose sur ce **compromis passé entre unionistes et fédéralistes** et le quotidien des citoyens relève très largement des États fédérés.

16. La procédure de modification de la Constitution des USA est assez complexe. L'initiative appartient au pouvoir législatif, où il faut les 2/3 des élus fédéraux ou les 2/3 des Parlements fédérés. La rédaction des dispositions à amender est effectuée par le Parlement qui en est à l'origine. S'il s'agit des Parlements fédérés, on élit une instance spéciale. La ratification quant à elle est acquise avec le vote de 3/4 des États fédérés. S'ensuit un délai de 7 ans en principe, avant l'entrée en vigueur, et aucun État fédéré ne dispose de droit de veto.

2.2. Chambre des Représentants et Sénat, un bicaméralisme ⁽¹⁰⁾ égalitaire.

17. Le Parlement fédéral des États-Unis (*US Congress*) comprend le Sénat et la Chambre des Représentants. À quelques exceptions près, le bicaméralisme est égalitaire et les 2 Assemblées ont donc les mêmes pouvoirs.

Les 2 Chambres sont élues au suffrage universel direct et au scrutin uninominal majoritaire à un tour dans le cadre des États fédérés qui forment le cadre des circonscriptions électorales.

Le découpage des circonscriptions ainsi que le droit électoral relèvent des compétences de chaque État, mais la jurisprudence de la Cour suprême impose le respect d'une certaine équité.

18. Le **corps électoral** comprend quelque 180 millions d'électeurs. La participation électorale est faible – de l'ordre de 50 % – en raison de conditions parfois restrictives d'inscription sur les listes électorales, de la forte mobilité géographique et du désintérêt de certaines minorités. Les partis politiques sont très solidement implantés au niveau local, ce qui leur permet de contrôler les candidatures et de maîtriser le déroulement des campagnes électorales ⁽¹¹⁾.
19. La **Chambre des Représentants** compte 435 Membres ⁽¹²⁾ élus ⁽¹³⁾ pour 2 ans dans le cadre de chaque État. Les Députés doivent être âgés d'au moins 25 ans et avoir la nationalité américaine depuis 7 ans. Le trait principal de cette Chambre est la brièveté du mandat.
- Les candidats proviennent exclusivement des 2 grands partis et sont l'émanation de l'appareil de ceux-ci, qui utilisent l'élection à la Chambre pour récompenser leurs « fidèles serviteurs ». Les débats sont ainsi marqués par un fort particularisme local et une grande connotation électoraliste.
20. Le **Sénat** compte 100 Membres ⁽¹⁴⁾ et représente les États fédérés. Il assure à ceux-ci une représentation strictement égale, quelle

que soit l'importance de leur population, à raison de 2 Sénateurs par État. Il s'ensuit que les 25 États les moins peuplés (20 % de la population totale) disposent de la majorité des sièges, ce qui donne une prédominance politique à l'Amérique profonde du Centre et du Sud. Comme les Députés, les Sénateurs sont élus au suffrage universel direct et au scrutin uninominal majoritaire à un tour, mais il faut être un peu plus âgé (30 ans) et être américain depuis 9 ans. Leur mandat est de 6 ans, renouvelés par tiers tous les 2 ans lors de l'élection des Représentants, le premier mardi de novembre.

C'est la Chambre « noble », où siègent les ténors de la politique.

21. Le **bicamérisme américain est fondamentalement égalitaire**, ce qui implique que le Sénat soit placé sur un pied d'égalité avec la Chambre basse. Un texte ne peut donc être adopté que s'il recueille successivement l'accord des 2 Chambres ⁽¹⁵⁾.

En cas de difficulté, une Commission mixte de conciliation cherche un compromis, et en cas d'échec, le texte est purement et simplement abandonné. En fait, l'égalité juridique entre les 2 Chambres cache un profond déséquilibre politique, et la supériorité du Sénat sur la Chambre est patente : le Sénat est élu pour une durée plus longue, est présidé de droit par le vice-Président des États-Unis, a une composition de qualité et des débats de bonne tenue, dispose d'une compétence particulière en matière de politique étrangère et militaire, exerce une censure implicite sur les nominations gouvernementales, ... il est le véritable interlocuteur institutionnel de la Présidence. Conformément à la logique de séparation rigide des pouvoirs, les 2 Chambres sont élues pour toute la durée de leur mandat et ne peuvent faire l'objet de dissolution.

22. Afin de pouvoir jouer valablement son rôle de contre-pouvoir, **le *Congress* dispose d'une totale autonomie** pour son organisation et d'importants moyens matériels, pour ne pas être à la remorque de l'Exécutif sur le plan de l'information et de la compétence technique.

⁽¹⁰⁾ Certains auteurs parlent de bicamérisme, nous utiliserons indifféremment l'un ou l'autre terme.

⁽¹¹⁾ Une conséquence en est une grande stabilité du personnel politique avec 3/4 de *Congressmen* sortant réélus.

⁽¹²⁾ Actuellement, la *US House of Representatives* compte 255 élus Démocrates (D), pour 175 Républicains (R).

⁽¹³⁾ Nombre d'élus proportionnel à la population, soit 1 pour ± 540.000 hab. sur la base du recensement décennal.

⁽¹⁴⁾ Actuellement, le *US Senate* compte 58 Sénateurs Démocrates (D), pour 42 Républicains (R).

⁽¹⁵⁾ On ne connaît que 2 exceptions au passage obligatoire dans les 2 Chambres : d'une part, les Députés ont priorité pour examiner les textes financiers; et d'autre part, c'est le Sénat qui approuve la nomination des plus hauts agents fédéraux désignés par le Président (de 4 à 10.000 par an, notamment les Ministres, les hauts fonctionnaires, les membres de la Cour suprême, ...) et doit également ratifier les traités internationaux (à la majorité des 2/3).

En ce qui concerne son organisation, le *Congress* dispose d'une **indépendance absolue**.

C'est ainsi que la session dure une bonne partie de l'année, que le règlement intérieur organise souverainement la procédure d'examen des textes, les débats et les votes, que l'ordre du jour relève exclusivement des assemblées et que le *speaker* ⁽¹⁶⁾ y joue un rôle important.

Le Sénat quant à lui est présidé non par un speaker élu, mais par le vice-Président des États-Unis et les débats n'y sont pas réglementés (c'est ainsi que chaque Sénateur peut parler autant de temps qu'il le désire pour retarder l'adoption d'un projet: c'est la pratique du *filibustering* ⁽¹⁷⁾ qui ne peut être surmontée que par un vote de la chambre à la majorité des 2/3.

Enfin, le *US Congress* dispose de **moyens de travail importants**: un équipement informatique sophistiqué, plus de 30.000 agents, un service documentaire efficace, le recours à des experts, un secrétariat pour chaque Parlementaire ⁽¹⁸⁾, un « Bureau des affaires financières » comptant une centaine de spécialistes pour disséquer le budget, ...

23. L'instrument le plus efficace du travail parlementaire est la **Commission**. Toutes les propositions de lois (*bills*) sont soumises aux Commissions permanentes qui disposent d'une latitude absolue pour les discuter, les re-rédiger, les éclairer par des auditions, les amender, ... et finalement, sur décision du Président de la Commission des lois, de les inscrire ou non à l'ordre du jour de la séance plénière. Dès lors, les lois sont vraiment le produit du travail parlementaire et les Assemblées disposent d'une souveraineté absolue pour leur élaboration puis leur adoption.

Il est à noter que les Présidents de Commissions sont désignés sur la base de l'ancienneté, ce qui contribue à renforcer leur indépendance, et fait d'eux des rouages importants de l'activité parlementaire. Les Commissions permanentes peuvent également créer

des Commissions d'enquête sur n'importe quel sujet (plus de 500 en 2 siècles), procéder à des auditions publiques (*hearings*) largement diffusées dans l'opinion publique; elles ont des pouvoirs considérables (enquête, convocation, audition, expertise, ...) auxquels aucune autorité ne peut se soustraire.

Ces Commissions d'enquête constituent un redoutable moyen de contrôler l'Exécutif et d'alerter l'opinion publique grâce à leur remarquable capacité d'investigation. D'une manière générale, les Commissions représentent un important moyen de pression sur l'Exécutif en le harcelant sur les textes de lois, en mettant éventuellement en cause la responsabilité pénale de ses agents, et en engageant en fin de compte indirectement sa responsabilité politique via le jugement porté sur les actions menées par son administration.

24. Séparation des pouvoirs oblige, la mission essentielle du *Congress* est de **voter les lois**, sans pouvoir investir ou censurer l'Exécutif. Il intervient cependant indirectement dans l'action exécutive et représente en tout état de cause, le principal **contrepoids à l'action présidentielle**. Le *Congress* détient tout d'abord – avec les États fédérés – le pouvoir constituant dérivé.

Il est, de ce point de vue, en situation de supériorité par rapport à l'Exécutif qui n'intervient pas dans le processus de révision constitutionnelle. Le *Congress* détient surtout la totalité et l'exclusivité du pouvoir législatif. Celui-ci est d'autant plus important que les délégations législatives sont rares ⁽¹⁹⁾ et que la souveraineté de la loi est absolue. Ce pouvoir législatif est total: le *Congress* a le monopole de l'initiative législative et contrôle l'organisation de l'ensemble de la procédure, sans aucune intervention gouvernementale.

25. La **procédure législative** ⁽²⁰⁾ est classique et comprend le dépôt du texte, l'examen en Commission permanente (*standing committee*), l'inscription à l'ordre du jour par le Président de la Commission des lois, la discussion en séance publique, la navette, l'éventuelle conciliation entre les Chambres, et enfin le vote. Si le vote de la Commission

⁽¹⁶⁾ Comme mentionné plus haut, le *speaker* (Président de l'Assemblée) du *US Senate* est le vice-Président des USA.

⁽¹⁷⁾ *Filibuster*: mécanisme d'obstruction législative qui n'existe qu'au Sénat: en 1790, les Sénateurs y eurent recours pour empêcher Philadelphie de devenir capitale. Plus récemment, sous Clinton, les Républicains ont défendu leur droit à recourir à ce mécanisme pour s'opposer au choix du Président à divers postes de la magistrature fédérale.

⁽¹⁸⁾ Jusqu'à une vingtaine de personnes!

⁽¹⁹⁾ Notamment depuis un arrêt de la Cour suprême qui a rappelé que la séparation des pouvoirs interdisait théoriquement la délégation du pouvoir législatif.

⁽²⁰⁾ À titre illustratif, le lecteur examinera l'annexe IV b, avec le parcours d'un texte législatif en Californie.

est positif, le texte est examiné en plénière, éventuellement amendé, puis approuvé ou rejeté. Après approbation par l'une des Chambres, le texte est transmis à l'autre Assemblée, où il subit un traitement analogue.

Le texte (*bill*) devient une loi s'il est approuvé en termes identiques par les 2 Chambres.

Si la deuxième Assemblée introduit des changements par rapport à la version adoptée par la première, une version de compromis est recherchée par une Commission de conciliation (*conference committee*), mixte et paritaire. Le texte est définitivement adopté si les 2 Chambres approuvent le texte issu des travaux de la Commission de conciliation. Sinon, il échoue.

26. Après adoption par le *Congress*, la loi est transmise au **Président** qui peut la promulguer ou opposer son *veto*. Dans ce dernier cas, le texte retourne au *Congress* avec ses objections. Le *Congress* peut lever ce *veto* par un vote à la majorité des 2/3 dans chaque Chambre.
27. Au-delà de la procédure, les conséquences politiques de cette souveraineté législative du *Congress* sont que lui seul détient les moyens (les lois et les crédits) de l'action présidentielle. Il utilise ce pouvoir pour orienter et **contrôler l'action de l'Exécutif** de 3 manières :
 - tout d'abord, le *Congress* négocie le vote des lois avec la Présidence. En échange de l'adoption de celles souhaitées par l'Exécutif, le *Congress* fait passer les siennes, en s'assurant qu'il n'y aura pas de veto présidentiel;
 - lorsque le *Congress* est franchement mécontent de l'action présidentielle, il refuse d'adopter les lois préparées par la Présidence, ou, plus subtilement et pour ne pas donner l'impression à l'opinion qu'il bloque le système, en ralentit l'examen par une guérilla procédurale (ajournement, auditions, non-inscription à l'ordre du jour, ...);
 - la discussion budgétaire est le moment fort de l'année. Le *Congress* épiluche toutes les dépenses et contrôle par ce biais l'ensemble de la politique présidentielle. En votant les crédits, il permet l'action de l'Exécutif; en les refusant, il la bloque.
28. Le *Congress* peut aussi, en dépit de la séparation des pouvoirs, **intervenir dans l'action de l'Exécutif** :

- de manière exceptionnelle, mais symbolique, le *Congress* détient un pouvoir de juger pénalement l'Exécutif grâce à ***l'impeachment***. Les fonctionnaires fédéraux, Ministres ou Président, peuvent être traduits devant le *Congress* pour trahison (ou autres crimes et délits contre la Constitution). L'article I^{er} de la Constitution en fixe la procédure. *L'impeachment* est voté par la Chambre des Représentants, à la majorité simple. On peut l'assimiler à une procédure d'inculpation qui se prononce sur l'existence d'accusations sérieuses justifiant un procès, et non sur la culpabilité. Elle a pour seule conséquence d'ouvrir le procès devant le Sénat. Le procès proprement dit, qui se prononce sur la culpabilité de l'accusé, se tient au Sénat, où les Sénateurs doivent prêter serment avant de siéger, et la décision de culpabilité ne peut être acquise qu'à la majorité des 2/3. Devant le Sénat, le procès contradictoire est proche de la procédure pénale ordinaire, l'accusé est représenté par un ou plusieurs avocats, et toutes les garanties constitutionnelles des droits de la défense s'appliquent, et le prononcé de culpabilité intervient par le vote des 2/3 des Sénateurs. Toutes les infractions, sauf les plus mineures, peuvent déboucher sur cette procédure, puisque la constitution, à l'article II, celui qui traite du président, précise qu'il sera destitué s'il est accusé et convaincu de trahison et/ou corruption et/ou de tout autre crime et délit. Le Sénat, s'il vote la culpabilité, peut seulement destituer l'accusé et lui interdire d'occuper tout poste officiel à l'avenir. Ensuite, l'accusé est passible de poursuites pour les mêmes faits devant les tribunaux civils ordinaires, avec la procédure normale, et sujet aux peines normalement prévues par la loi ⁽²¹⁾.
- le *Congress* dispose de plusieurs **moyens de pression** sur l'Exécutif. Le Sénat peut ainsi moduler son pouvoir de ratification des nominations importantes, écarter certaines personnalités, manifester sa mauvaise humeur, ou simplement négocier une contrepartie. Par ailleurs, le *Congress*

⁽²¹⁾ Deux fois, la Chambre des Représentants a voté la mise en accusation du Président, pour Andrew Johnson et Bill Clinton. Tous 2 ont été acquittés par le Sénat. La Chambre avait débuté les travaux visant à mettre en accusation Richard Nixon. La procédure a été abandonnée après sa démission, la seule d'un Président des États-Unis.

s'est arrogé un pouvoir de contrôle de l'action présidentielle en matière diplomatique et militaire (depuis 1973, il doit ratifier tout engagement militaire supérieur à 2 mois);

- enfin, le *Congress* **contrôle quotidiennement** l'Administration au travers du jugement de l'action des services. Ce contrôle est assuré par les Commissions d'enquête aux larges pouvoirs d'investigation et porte sur n'importe quel domaine choisi par le *Congress*.

29. Enfin, **en matière financière et budgétaire**, le *Congress* dispose de prérogatives importantes. Même si un projet de budget est préparé par la Présidence, le *Congress* est en définitive, seul maître de la détermination des recettes et de l'octroi des crédits.

Le *Budget and Impoundment Control Act* de 1974 a renforcé ses moyens d'information en créant un organisme autonome, le *Congressional Budget Office*, équivalent approximatif de notre Cour des comptes. La procédure budgétaire américaine, quant à elle, s'étend sur une année.

La première phase correspond à l'élaboration du projet de budget du Président (*Presidential budget*), elle-même subdivisée en plusieurs étapes faisant intervenir les services ou agences dépendant de l'État fédéral, l'*OMB* rattaché au Président, et la Présidence elle-même. Elle est suivie d'une phase parlementaire, au cours de laquelle une résolution budgétaire parlementaire est votée, préalable au travail des Commissions chargées de légiférer en matière de recettes, d'autorisations de programmes et d'ouvertures de crédits.

2.3. Le pouvoir judiciaire et la Cour suprême

30. Le pouvoir judiciaire est aux États-Unis un véritable pouvoir, au sens de Montesquieu : **autonome, indépendant, et de plus, généralement élu**. Ce pouvoir est très décentralisé puisque chaque État possède sa propre structure, toujours dominée par une Cour supérieure.

Reconnu expressément dans la Constitution, le pouvoir judiciaire américain est présent à la fois au niveau des États fédérés (avec la plupart des juges élus ou nommés par le Gouverneur) et de l'État fédéral (où les juges sont nommés par le Président après accord du Sénat).

Au niveau fédéral, on compte 94 Cours de district (première instance), 13 Cours d'appel et la Cour suprême, cette dernière constituant la plus haute autorité judiciaire des États-Unis.

31. La **puissance du pouvoir judiciaire** repose sur plusieurs éléments complémentaires :

- la reconnaissance constitutionnelle de l'indépendance absolue du pouvoir judiciaire;
- la primauté totale de la règle de droit ⁽²²⁾ avec un attachement viscéral de l'opinion à la notion de justice et un grand respect pour qui la fait appliquer;
- l'étroite association de l'opinion au fonctionnement de la justice en raison de l'élection de nombreux juges et du grand nombre de jurys populaires;
- le fait que l'État réglemente peu, ce qui laisse au juge et non à l'administration le soin d'interpréter les lois;
- l'étendue de la compétence des tribunaux qui traitent de tous les litiges (publics ou privés) de tout niveau (entre personnes privées, entre personnes publique et privée, entre États fédérés, entre États fédérés et État fédéral);
- l'existence d'un contrôle de constitutionnalité très actif puisque le pouvoir judiciaire est chargé de vérifier la constitutionnalité de tout acte juridique, chaque fois que cela le lui est demandé au cours d'un procès.

32. Dans la conception américaine, le juge est donc un véritable arbitre dont les décisions doivent pouvoir s'imposer à tous les pouvoirs. L'incarnation de ce pouvoir judiciaire

est représenté par la **Cour suprême**. Elle se compose de 9 membres (le *Chief Justice* et 8 juges), nommés à vie et inamovibles. Le Président nomme les juges, mais il lui faut le consentement du Sénat. La désignation fait généralement l'objet d'âpres discussions et de certains équilibres (politique, régional, confessionnel).

Le *Chief justice* est le second personnage de l'État et la Cour bénéficie d'une indépendance matérielle et morale absolues. Les jugements sont pris à la majorité (une grande publicité leur est faite) et les dissidents peuvent publier leur opinion.

33. Le rôle de la Cour suprême est celui de **chambre d'appel** pour les litiges jugés par les juridictions fédérales et de juger directement les affaires dans lesquelles une structure étatique – Union ou État fédéré – est impliquée.

En se fondant sur le respect de la Constitution, elle a acquis une influence considérable dans 3 domaines :

- elle veille au **respect des compétences respectives** de l'Union et des États fédérés. Dans ce domaine, sa jurisprudence a longtemps favorisé l'Union, ce qui a contribué à rééquilibrer le fédéralisme originel qui penchait nettement en faveur des États fédérés;
- elle est chargée de veiller à l'**unité du droit** dans le pays, ce qui la conduit à harmoniser les règles juridiques en veillant notamment à ce que les principes constitutionnels et les lois fédérales soient respectés (elle a annulé plus de 1.000 lois depuis sa création);
- elle s'est attribuée dès 1803 le pouvoir de **contrôler la constitutionnalité** des textes juridiques fédéraux, particulièrement des lois, ce qui lui a donné un pouvoir considérable.

34. Ce dernier domaine, le **contrôle de constitutionnalité**, est des plus intéressants.

En effet, après en avoir fait admettre le principe, la Cour l'a rapidement affiné, ce qui a permis de doter les États-Unis d'un remarquable système de protection des droits ⁽²³⁾.

La Cour suprême dispose d'un pouvoir considérable puisqu'elle est en fait chargée

⁽²²⁾ Et tout particulièrement la Constitution...

⁽²³⁾ Il s'agit d'un contrôle par voie d'exception (le seul possible en l'absence de texte) qui permet à tout citoyen d'invoquer lors d'un procès le caractère non constitutionnel du texte lui appliqué.

de vérifier que tout acte juridique respecte la Constitution, et ses arrêts ont autorité absolue sur la chose jugée.

Ce pouvoir est d'autant plus important que la Cour s'appuie sur des dispositions constitutionnelles assez vagues (liberté d'entreprendre, respect des droits individuels,...), lui laissant une grande marge d'appréciation, qu'elle utilise non en se préoccupant des intentions du législateur, mais en se rapportant exclusivement à ce qu'elle pense être la légitimité constitutionnelle et la volonté des pères fondateurs ⁽²⁴⁾.

35. Tout ceci confère à la **Cour un véritable rôle politique** qui s'exprime de 3 façons :

- elle donne ponctuellement des « **leçons** » à **chacun des pouvoirs** en leur rappelant leurs obligations, qu'il s'agisse du Congrès ⁽²⁵⁾ ou du Président ⁽²⁶⁾;
- elle **interprète la constitution à sa manière** et impose ses vues au pays par son contrôle sur les lois et les règlements;
- elle est en fait le **baromètre de l'opinion américaine** et ses évolutions jurisprudentielles balisent l'évolution politique et morale du pays.

36. Certes, il ne lui appartient pas de se substituer au pouvoir politique, mais elle représente néanmoins **un authentique contre-pouvoir**, avec une audience dans l'opinion et qui donne des recommandations indirectes au pouvoir en soutenant ou en annulant des actes.

⁽²⁴⁾ C'est la technique de l'interprétation constructive qui permet d'affirmer que la Constitution est ce que la Cour veut qu'elle soit.

⁽²⁵⁾ À qui elle rappelle en 1962 que le découpage électoral doit être équitable et en 1983 que la délégation législative doit rester exceptionnelle.

⁽²⁶⁾ Qu'elle contraint, de fait, à démissionner en août 1974 pour forfaiture.

Il y a donc bien une « politique » de la Cour suprême qui, au cours de l'histoire, a poursuivi des objectifs différents :

- depuis sa création jusqu'en 1830, la Cour adopte une **jurisprudence libérale** puisqu'elle inaugure le contrôle de constitutionnalité des lois, équilibre les relations entre l'Union et les États fédérés et veille au respect des droits individuels, ...;
- de 1830 à 1936, la Cour renverse son attitude et développe une **jurisprudence conservatrice**, notamment en matière sociale, qui culmine avec l'affrontement avec Roosevelt lors du *New Deal* ⁽²⁷⁾;
- à partir de 1953, sous le Chief Justice Warren, l'influence de la Cour s'exerce à nouveau dans un **sens progressiste**, notamment en matière d'égalité raciale (1954), de droit des accusés (1966), de liberté des mass média (1971), de proportionnalité des peines (1972), de libéralisation de l'avortement (1973), d'égalité des sexes (1977), de liberté de circulation (1979);
- enfin, depuis 1986, sous la présidence Rehnquist ⁽²⁸⁾, la Cour a fait une pause dans son libéralisme, suivant peut-être en cela l'opinion, notamment au sujet de la peine de mort (1989), sans pour autant remettre en cause son respect sourcilieux des libertés.

Dans la répartition des pouvoirs, la Cour suprême a également joué un rôle essentiel, tantôt en réduisant le pouvoir fédéral au profit des États, tantôt en permettant au contraire un accroissement du pouvoir fédéral.

⁽²⁷⁾ On frôle alors la crise constitutionnelle et seul un profond changement dans la composition de la Cour grâce à des démissions quelque peu forcées permettra de l'éviter.

⁽²⁸⁾ W. Rehnquist, né en 1924 a été nommé à la Cour en 1972 par le Président Nixon et en est devenu Président sous Reagan, en 1986. À son décès en 2005, George Bush a nommé John Roberts Jr., né en 1955, *Chief Justice*.

2.4. Institutions des États fédérés

37. Les États-Unis d'Amérique forment, avant tout, un régime fédéral fondé sur **l'association d'entités revendiquant hautement le respect de leur spécificité**. Le système politique américain ne peut se comprendre qu'en mesurant l'importance du pouvoir des États, véritable contre-pouvoir au sens plein du terme. Cette très forte autonomie locale repose sur le nombre des compétences exercées localement et sur la puissance des institutions des États fédérés. L'organisation politique des États fédérés varie d'un État à l'autre : les lois sur le mariage et le divorce, la circulation routière, l'exécution de la peine capitale, l'assiette de l'impôt, ne sont pas identiques dans le Connecticut, le Nevada et la Californie.
38. Au lendemain de l'Indépendance, les États étaient souverains. Avec la Constitution de 1787, ils ont accepté de déléguer au Gouvernement fédéral ou de partager avec lui certains de leurs pouvoirs. Dans la première catégorie entrent la politique étrangère et le commerce entre États ; dans la deuxième, la levée des impôts, le lancement des emprunts, l'entretien d'une force armée. En outre, ils ont conservé le maintien de l'ordre ainsi que l'établissement de la législation sociale et économique et l'organisation de leurs propres subdivisions politiques et des consultations électorales sur le plan national comme sur le plan local.
39. Si une volonté de quasi-indépendance explique la diversité, il ne faut pas négliger les facteurs d'unité. L'esprit à la base de l'organisation des États est identique : une même culture, une même influence des idées du XVIII^e, un même souci d'uniformiser les modalités de la vie politique et de la démocratie, ont provoqué un commencement d'uniformisation d'un État à l'autre. L'intervention, de plus en plus fréquente, du fédéral dans l'administration des États accroît cette tendance. Depuis toujours, la Cour suprême de l'Union a donné aux lois fédérales, à la Constitution fédérale la suprématie sur les lois et la Constitution des États.
40. **Chaque État possède sa Constitution** ⁽²⁹⁾ propre, avec ses « gadgets constitutionnels » et tout Américain est tenu d'obéir aux lois et à la Constitution de l'Union et à celles de

son État. Toutes les Constitutions d'États ressemblent par certains traits à celle de l'Union. Précédées par une déclaration des droits, souvent non modifiée depuis la fin du XVIII^e, elles définissent les 3 pouvoirs nettement séparés, un législatif composé de 2 Chambres, le Sénat, et la Chambre des Représentants, constituant la *legislature*, un exécutif dirigé par le Gouverneur et un judiciaire dominé par la cour suprême de l'État.

Elles prévoient une procédure pour l'amendement du texte fondamental, soit sur l'initiative d'une convention populaire, soit sur celle des Assemblées législatives, soit par la pétition d'environ 10 % des électeurs, comme dans 14 États. À lire les auteurs américains, 2 critiques essentielles sont adressées aux Constitutions des États : elles sont désuètes pour la plupart d'entre elles et trop longues.

41. Dans certains États, la Constitution accorde des **pouvoirs étendus au Gouverneur** (New York, Ohio, Utah, ...). Dans d'autres, au contraire, ses pouvoirs sont limités (Californie, Texas, Oregon, ...) ou faibles (notamment dans les États du Sud comme l'Alabama, la Géorgie ou le Mississippi). Il faut cependant noter que, dans les dernières décennies, la fonction a pris une importance croissante, qui s'est d'ailleurs traduite dans la vie politique nationale.
42. Bill Clinton et G.W. Bush étaient respectivement Gouverneurs de l'Arkansas et du Texas lorsqu'ils ont été élus. Il faut sans doute voir, dans cette montée en puissance des Gouverneurs, un effet du « nouveau fédéralisme », autrement dit d'une certaine redistribution des pouvoirs entre Washington et les États membres. Corrélativement, on a assisté à l'apparition d'un nouveau type de Gouverneurs, plus proches du terrain et plus pragmatiques.
43. Dans d'autres États, les Assemblées ont un rôle plus important. Leur crédibilité a cependant été longtemps très limitée et elles ont fait l'objet de nombreuses critiques, ce qui explique notamment le succès dans l'opinion de l'idée de limitation de la durée des mandats (*terms limits*). Les critiques n'ont pas vraiment cessé en dépit des réformes, qui, toutes, ont tendu à renforcer le professionnalisme des Assemblées : sessions plus longues, renforcement de la logistique et des collaborateurs législatifs, ... Le paradoxe, qui est celui de toute démocratie, est que plus s'accroît la professionnalisation, plus

⁽²⁹⁾ À titre illustratif, le texte de la Constitution de l'État de Californie (en anglais) est repris en annexe XIV.

s'accroît le fossé entre l'opinion et ses représentants. Cela se manifeste particulièrement aux États-Unis où, comme le notait déjà Tocqueville, la tradition démocratique (« C'est aux citoyens de s'occuper de leurs affaires ») est particulièrement forte.

44. En dépit de traits communs, les différences entre les *legislatures* d'État sont significatives. Le profil de chacune reflète en effet l'histoire de l'État, sa composition ethnique, parfois ses divisions géographiques et son tempérament politique.

D'une façon générale, et ceci est vrai pour les États comme pour le Gouvernement fédéral, les institutions ne sont que la partie émergée d'un système de pouvoir. On ne peut comprendre la vie politique au Texas sans prendre en compte le poids de l'industrie du pétrole ou de l'élevage du bétail; pas plus que la gestion de villes comme New York ou Los Angeles sans celui des communautés ethniques. D'un État ou d'une grande ville à l'autre, les données sont différentes et il est difficile de généraliser.

2.4.1. Le pouvoir législatif

45. Comme dans la Constitution fédérale, il vient en tête, mais, comme à Washington, il a été victime depuis un siècle de la défaveur de l'opinion qui lui reproche de céder aux intérêts locaux, de fonctionner de manière archaïque et de diluer les responsabilités.
46. Comme indiqué *supra*, à l'exception du Nebraska, **les États sont bicaméristes** parce qu'ils croient que ce système représente mieux les divers intérêts de l'État et maintient les contrepoids nécessaires à la vie politique. Les Sénats se composent en moyenne de 37 membres ⁽³⁰⁾.

Les Chambres basses comptent en moyenne 120 membres ⁽³¹⁾. Les pouvoirs des 2 Assemblées ne sont guère différents, si ce n'est que la Chambre a généralement l'initiative des lois de finances et le Sénat approuve seul la nomination de certains hauts fonctionnaires ou juges. La majorité des Sénats sont élus pour 4 ans, et les Chambres basses pour 2 ans. Si 19 États convoquent leurs Assemblées au moins une fois par an, les autres se contentent d'une session tous les 2 ans. Partout, les Gouverneurs peuvent convoquer des sessions extraordinaires.

⁽³⁰⁾ Celui du Nevada se limite à 17 et celui du Minnesota à 67.

⁽³¹⁾ Celle du Delaware compte 35 membres et celle du New Hampshire 400.

47. Dans une trentaine d'États, la session est limitée à un nombre précis de jours, entre 30 et 195. Cette pratique vise à éviter qu'une législature ne siège trop longtemps et empêche le bon fonctionnement de l'appareil politique. L'indemnité parlementaire est assez faible : 5 USD à la journée au Dakota, 50 en Louisiane, 200 pour 2 ans dans le Hampshire, 5.000 par an pour New York. À cette maigre rétribution s'ajoute une indemnité de transport entre la capitale de l'État et le centre de la circonscription de chaque Député.

Cela entraîne que la plupart des Parlementaires sont des retraités, les autres exerçant une activité professionnelle lucrative.

48. L'organisation interne des Assemblées est calquée sur celle du *Congress*.

Quelques différences, pourtant, valent d'être soulignées. Les groupes de pression (*lobbies*) sont plus influents dans les capitales d'États que dans la capitale fédérale, les États représentant une moins grande diversité sociologique que la fédération : l'Iowa est l'État du maïs, le Nebraska se livre à la monoculture du blé et les groupes agraires sont nécessairement plus puissants qu'à l'échelle nationale. Il apparaît pourtant que les lobbies sont moins influents là où les partis possèdent une certaine homogénéité.

49. Enfin, il faut rappeler que les fonctions législatives ou le contrôle des législateurs sont quelques fois exercés directement par le peuple : l'initiative des lois est laissée à la fois aux Chambres et au peuple dans 22 États (la plupart dans l'Ouest) qui, avec 2 autres, pratiquent le référendum.

2.4.2. Le pouvoir exécutif

50. Le Gouverneur est le chef de l'Exécutif et le Lieutenant-Gouverneur, le numéro 2.

Tous deux sont en général élus ⁽³²⁾ par le peuple de l'État pour un mandat de 4 ans et renouvelable une fois. Le Gouverneur a un droit de veto sur les lois votées par les Assemblées des États. Certains hauts fonctionnaires de l'État, des chefs de départements, comme l'*Attorney General*, peuvent être élus par le peuple alors que d'autres sont nommés par le Gouverneur.

51. Le poste de Gouverneur suscite de nombreuses vocations. Comme le Président est chef de l'Union, le Gouverneur est celui de

⁽³²⁾ Voir l'annexe XIV avec le descriptif de ces postes élus en Californie.

l'État: son message annuel sur la situation de l'État contient des recommandations pour les Chambres et constitue la base du programme législatif.

Il dispose d'un droit de veto: 1/3 des États lui accorde même la possibilité de refuser un paragraphe d'une proposition de loi sans rejeter l'ensemble.

Chef de la Garde nationale de l'État, il la déploie en cas de troubles, mais en temps de guerre la Garde de l'État est mobilisée par le Président. Il a la haute main sur les dépenses de l'État par l'intermédiaire de son programme législatif, de son droit de veto et son pouvoir d'appliquer les lois. Par son prestige, il peut en appeler à l'opinion publique de l'État (télévision, presse,...). Enfin, le Gouverneur nomme, avec l'approbation des 2 Assemblées, les membres des commissions, agences, bureaux, sur une base non partisane, pour des mandats assez longs.

52. Le Gouverneur dispose d'une administration. Le statut de la fonction publique ne s'applique pas dans les États à tous les emplois: la moitié des États utilisent *un merit system* plus ou moins étendu, avec une échelle des salaires et une stabilité d'emploi nettement définie; le Gouvernement fédéral impose aux États d'appliquer le *merit system* chaque fois que des fonds fédéraux sont utilisés (police routière, services de l'hygiène et de la santé publique, chômage). Dans les autres cas, le

«système des dépouilles ⁽³³⁾ » prévaut, ce qui, ajouté à la faiblesse des salaires, produit sur le personnel des effets démoralisants. Cette forme de «patronage» pourrait être considérée comme un avantage pour le Gouverneur qui le distribue. Sur le plan électoral, cela est vrai, par contre, sur le plan administratif, c'est bien plutôt l'inverse.

2.4.3. Le pouvoir judiciaire

53. Au niveau de l'État, le judiciaire est représenté par une Cour suprême. Certes, le nom est semblable à celui du tribunal qui siège à Washington, mais l'importance politique y est plus réduite. Les juges des Cours suprêmes d'États sont au nombre de 3, 5, 7 ou 9.

Ils sont généralement élus. Aucun procès ne peut leur être déféré en première instance: ils se prononcent uniquement en appel, quand les tribunaux inférieurs de l'État se sont déjà prononcés. Les cours suprêmes interviennent dans la vie politique en interprétant la Constitution et les lois de l'État. Mais ce qui réduit considérablement leur rôle, c'est que leurs sentences ne sont pas sans appel et peuvent être révisées par la Cour suprême des États-Unis.

⁽³³⁾ Le système des dépouilles (*spoils system*) repose sur le principe selon lequel un nouveau gouvernement doit pouvoir compter sur la loyauté partisane des fonctionnaires, et donc remplacer ceux qui sont en place par des «fidèles». Il est mis en place sous la présidence Jackson qui, après son élection, remplace la quasi totalité de l'Administration. Selon lui, le peuple donne mandat au gagnant pour choisir les fonctionnaires dans ses rangs.

2.5. Conclusions

54. Le système fédéral américain est en constante évolution avec une lutte permanente entre les États fédérés, jaloux de leurs prérogatives, et l'État fédéral, qui, au nom de l'efficacité, souhaite accroître ses compétences.
55. Ces tensions sont arbitrées par la Cour suprême mais il est indéniable que le rôle de l'État fédéral va croissant. Ce processus devrait s'accélérer avec l'élection du Président Obama et l'émergence de la crise financière et économique. Celle-ci rend en effet indispensables des mesures fortes applicables sur l'ensemble du pays.

3. LA CRISE ET LES PLANS DE L'ADMINISTRATION OBAMA

56. L'économie américaine repose, au premier chef, sur un vaste marché intérieur, en constante expansion grâce à l'immigration, une internationalisation très poussée (lourds investissements des multinationales américaines), et une suprématie technologique fondée sur l'importance de la recherche et du développement, ainsi qu'un réseau d'universités et de laboratoires travaillant étroitement avec l'industrie.

L'accord de libre-échange nord-américain ALENA a fait tomber les barrières douanières entre le Canada, les États-Unis et le Mexique pour former un marché de près de 450 millions de consommateurs.

57. Le retournement du marché immobilier américain en 2007, provoqué par la crise des crédits hypothécaires à risques (*subprimes*) et la hausse des défauts de paiements, ont révélé les fragilités du système financier. Cette situation a conduit **la Federal Reserve à intervenir massivement, notamment pour faire face à l'assèchement des liquidités sur le marché interbancaire.**

58. En octobre 2008, peu avant les élections présidentielles, un plan de sauvetage (Plan Paulson: *Troubled Assets Relief Program* ⁽³⁴⁾) a été négocié avec le Congrès, sur fond de débat politique sur la légitimité de la prise en charge par le contribuable des errements bancaires.

Ce plan global comporte notamment la possibilité du rachat d'actifs «toxiques» aux opérateurs financiers à hauteur de 700 milliards USD ⁽³⁵⁾ et des mécanismes de recapitalisation des banques. Le Trésor peut ainsi racheter des actifs peu liquides ou difficiles à évaluer, à certaines banques ou institutions financières. Un des effets attendus visait à encourager les banques à reprendre leurs prêts au niveau d'avant la crise, tant aux particuliers qu'aux entreprises.

59. L'ampleur du déficit commercial reflète la hausse du coût de l'énergie, mais surtout un certain déclin de l'industrie traditionnelle. De nombreux biens d'équipement sont importés. L'emploi industriel, hors technologies de l'information, a fortement régressé

(moins de 8 % des emplois contre 11 % en 1996). Ainsi, le secteur du textile a-t-il perdu le tiers de ses effectifs entre 2001 et 2004. **In fine, l'économie américaine est devenue presque exclusivement une économie de services (80 % du PIB).**

60. La première économie mondiale se caractérise également par un niveau élevé d'endettement vis-à-vis de l'étranger. En 2004, année record pensait-on, le déficit budgétaire s'élevait à 413 milliards USD. Il s'est réduit à 248 milliards USD en 2006, et à 162 milliards en 2007. Il est remonté à 454,8 milliards USD en 2008, et pour l'année en cours, rien que pour les 6 premiers mois de l'année fiscale ⁽³⁶⁾, il est estimé à 956,8 milliards USD ⁽³⁷⁾. Les derniers chiffres reflètent la chute des recettes ⁽³⁸⁾ des impôts des sociétés et des particuliers en raison de l'aggravation de la crise. Pour l'année fiscale en cours, se clôturant le 30 septembre 2009, le déficit est estimé au niveau record de 1.750 milliards USD.

61. La crise actuelle, à l'ampleur inédite, a vu ses effets démultipliés par plusieurs éléments: une appréciation tardive, puis sous-estimée, de l'impact de l'immobilier sur l'économie globale, un endettement important des agents économiques, une spéculation excessive et, selon certains, une réponse officielle parfois inadaptée. À ces facteurs s'est ajoutée une spéculation débridée portant aussi bien sur les instruments financiers que sur les denrées alimentaires ou énergétiques.

62. On prévoit une croissance négative au moins jusqu'au 3^e trimestre de 2009, faisant suite à la contraction de - 0,5 % en 2008. Malgré un rebond inattendu en décembre (6,5 %), le secteur immobilier ne montre en effet guère de signaux encourageants. Sur fond de crise de confiance, tant la consommation que les investissements continuent de se tasser, tandis que les pertes d'emplois demeurent au niveau particulièrement élevé de 0,5 million/mois, pour un chômage total de 7,2 % en fin d'année.

⁽³⁴⁾ TARP = plan de rachat des actifs toxiques.

⁽³⁵⁾ 1^{ère} tranche de 350 milliards USD libérée le 3 oct. 2008; 2^{ème} tranche, aussi de 350 milliards, le 15 jan. 2009.

⁽³⁶⁾ Aux USA, l'année fiscale court du 1/10 au 30/9.

⁽³⁷⁾ Ces chiffres sont fournis par Reuters et sont considérés assez fiables.

⁽³⁸⁾ La chute des recettes est estimée de l'ordre de 13,6 %, à 989,8 milliards USD et dans le même temps, les dépenses gouvernementales ont augmenté de 33,4 %, à 1.950 milliards USD.

63. Plus récemment, le Gouvernement s'est engagé dans de vastes opérations d'aides aux secteurs financier (achats de parts) et automobile (prêts à conditions privilégiées), ce qui génère certaines craintes sur une amplification des déficits budgétaire et commercial et, par-delà ceux-ci, sur la durabilité des finances publiques.
64. Le déficit budgétaire sur la base annuelle pourrait exploser au-delà des 1.200 milliards USD. Une aggravation dans les services financiers affectant les revenus liés aux opérations d'aides, jugés jusqu'à présent à la fois opaques et inefficaces, pourrait rendre la situation plus grave encore en matière de solde net à financer, et l'équilibre budgétaire voulu par l'Administration Bush pour 2012, totalement illusoire.
65. L'autre volet des déficits se traduit par une balance commerciale négative de plus de 850 milliards USD en 2008 (7 % du PIB).
66. C'est dans ce contexte particulièrement détérioré que le Président Obama a pris ses fonctions le 20 janvier 2009, avec un déficit budgétaire estimé à 1.200 milliards USD pour 2009.

Comme annoncé durant la campagne, un de ses premiers chantiers a consisté en la mise au point d'un plan de relance de l'économie, appelé *American Recovery and Reinvestment Plan*, ou encore le *stimulus package*.

67. Le Congrès a adopté le *stimulus package* en février 2009 ⁽³⁹⁾ et le Président l'a officiellement promulgué à Denver le 17 février.

Au niveau des chiffres, le *stimulus package* s'élève à quelques 789 milliards USD :

- 308 milliards USD (39 % du total) pour des investissements de réhabilitation d'infrastructures (routes, ponts, ...);
- 288 milliards USD (37 %) d'allègements fiscaux (notamment un allègement de l'impôt sur le revenu de 500 USD pour chaque contribuable);
- 191 milliards USD (24 %) d'aides aux États, qui ont leurs propres difficultés budgétaires.

68. Ce Plan devrait permettre de créer ou de sauver entre 3 et 4 millions d'emplois et présente les priorités sectorielles suivantes :

- investir dans les domaines de la science, de la recherche et la technologie;
- doubler la production d'énergies alternatives dans les 3 ans;
- moderniser plus de 75 % des bâtiments fédéraux et améliorer la performance énergétique de 2 millions de foyers;
- équiper des dizaines de milliers d'écoles primaires, secondaires, supérieures ainsi que les universités, pour disposer de classes, de laboratoires et de bibliothèques dignes du XXI^e siècle, ...;
- étendre l'accès internet à large bande à travers le territoire pour que la plus petite PME d'une ville rurale puisse se connecter et entrer en compétition dans le monde entier;
- investir dans l'informatisation des dossiers médicaux de chaque citoyen.

Pour les petites entreprises, le Plan prévoit la possibilité d'imputer rétroactivement d'éventuelles pertes subies en 2008 sur les bénéfices des 5 dernières années. Plus généralement pour le monde des entreprises, sont également prévues : une augmentation des déductions fiscales des investissements en informatique et autres équipements, des déductions fiscales pour les entreprises rachetant des dettes sous leur valeur d'émission pour la période 2009-2010, une déductibilité partielle des plus-values réalisées sur la vente de participations dans les PME à condition qu'elles aient été détenues au moins 5 ans, ...

Au niveau des États et collectivités locales, le Plan instaure une nouvelle catégorie d'obligations assorties d'avantages fiscaux pour le lancement d'investissements dans la formation professionnelle, l'éducation et le développement économique dans certaines régions;

Concernant les énergies renouvelables, le Plan prévoit l'extension des avantages fiscaux dont bénéficient les installations de production d'énergies renouvelables ou destinées à favoriser leur développement; et enfin, un crédit d'impôt d'au moins 2.500 USD pour l'achat de véhicules électriques dont le montant dépendra de la capacité de la batterie utilisée.

69. À côté de son *stimulus package*, l'Administration Obama a divulgué fin mars son propre plan de rachat des actifs toxiques des banques : celui-ci prévoit la création de 2 mécanismes associant des investisseurs

⁽³⁹⁾ Le vote de la Chambre a été de 246 contre 183, aucun Député Républicain n'ayant voté pour; ensuite, le Sénat a voté 60 contre 38, avec cette fois 3 Sénateurs Républicains ralliés à la cause du Plan.

privés pour les prêts d'une part et, pour des titres adossés à des actifs immobiliers d'autre part. Le Trésor public prévoit de consacrer plus de 75 milliards USD de fonds publics à ce plan et espère également mobiliser plus de 400 milliards USD de fonds publics dans le cadre d'un programme d'investissement public-privé qui pourra aller jusqu'à 1.000 milliards USD.

En cas de réussite du plan, les plus-values réalisées seront partagées entre les investisseurs privés et l'État.

70. Le projet de budget 2009 est de 3.552 milliards USD pour l'année fiscale de 2010. Pour 2009, le déficit prévu atteindrait 1.752 milliards USD (12,3 % du PIB).

Le budget provisionne aussi 250 milliards USD en plus des 700 milliards déjà votés en 2008 et début 2009 par l'Administration Bush pour le plan de sauvetage du système bancaire. La principale victime du dépoussiérage des dépenses est la Défense.

71. Tout au long de la mission, ces éléments sont ressortis dans le chef de quasiment chacun de nos interlocuteurs, ce qui démontre la préoccupation réelle face à la gravité de la situation.

Ainsi en Arizona, le Ministre des Finances (*Secretary for Treasury*) a expliqué que l'État enregistrerait 1 milliard USD de recettes en moins et 2 milliards de dépenses en plus, soit 3 milliards de différence, par rapport au Budget initial de 2009.

En Californie, au Capitole, la Présidente de la Commission Finances a estimé à 40 mil-

liards USD le déficit du budget de l'État pour les 2 années 2008 et 2009 !

Dans ce contexte de crise financière et de manque de disponibilités monétaires, inédit depuis des décennies, les États dont les Constitutions interdisent le déficit, entrent en compétition les uns avec les autres pour se partager les fonds publics fédéraux, fonds attribués en partie sur la base compétitive, en fonction des projets déposés.

72. En conclusion de cette partie consacrée à l'économie, au-delà d'un optimisme bien perçu et prometteur depuis sa prise de fonctions le 20 janvier dernier, le Président Obama est «condamné» à relever les défis suivants :

- assurer l'efficacité du plan de relance économique et de stimulation mis en place;
- éviter l'épuisement des moyens et des liquidités de la banque centrale;
- accompagner le recours à l'aide du Gouvernement sollicité par le secteur automobile et dans un second temps, par des secteurs comme le bâtiment;
- dissiper la crainte que la succession de secousses secondaires due à la perte de crédibilité du système financier puisse hypothéquer les bénéfices du plan de relance.

4. L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE : DYNAMIQUE, VERTE ET INNOVATIVE

73. À côté du but premier de la mission d'étude, à savoir la compréhension du système fédéral des États-Unis et sa comparaison avec notre système, la délégation a manifesté un intérêt tout particulier dans chacun des États visités sur les volets des énergies vertes et de l'innovation.

La mission a été frappée par l'importance accordée aux énergies vertes et renouvelables.

Il ressort clairement des différents entretiens, tant avec les pouvoirs publics qu'avec les entreprises commerciales, que l'intérêt porte non seulement sur les technologies liées aux énergies nouvelles, mais aussi sur les réglementations à mettre en place dans ces domaines nouveaux.

Il apparaît également des différentes visites, que les États visités souhaitent davantage d'influence et de responsabilités pour la gestion de ces matières.

4.1. Nouveau-Mexique :

4.1.1. L'incubateur de Santa Fe ⁽⁴⁰⁾.

74. Il fonctionne depuis maintenant une dizaine d'années selon la formule d'un partenariat public-privé à but non lucratif, et vise à soutenir de petits entrepreneurs qui souhaitent se lancer.

Cet incubateur, un des 4 que compte l'État, est membre d'un réseau national et international d'incubateurs et entretient des relations avec les universités locales ⁽⁴¹⁾. L'incubateur fournit l'espace de bureau et de laboratoire aux sociétés intéressées, qu'elles opèrent dans les domaines techniques, ou de services ou encore dans la production. Des conditions plus favorables que sur le marché sont offertes, et ce, pour des périodes n'excédant pas 5 ans, le temps que la période critique de croissance des jeunes entreprises soit atteint.

En plus de cette aide en locaux, l'incubateur fournit aussi une assistance dans le domaine des « meilleures pratiques » ainsi que pour faciliter un meilleur accès à des réseaux de

financement d'entreprises. Cette assistance est maintenue jusqu'au moment où les jeunes sociétés dépassent la période critique de leur démarrage.

L'incubateur permet ainsi de créer de l'emploi au sein d'entreprises qui, une fois autonomes, demeurent dans la région. Les domaines privilégiés retenus actuellement sont essentiellement liés aux nouvelles technologies.

Ses dirigeants nous ont indiqué que depuis le début de la crise actuelle, l'intérêt est plus grand pour l'incubateur, même s'il s'avère plus difficile de mobiliser des budgets et capitaux.

4.1.2. BluEnergy Solarwind

75. La Société ⁽⁴²⁾, installée depuis 2006 dans les locaux de l'incubateur de Santa Fe, est une petite entreprise privée qui a acquis un brevet allemand pour la mise au point d'une turbine éolienne constituée de panneaux solaires souples ⁽⁴³⁾. En 3 ans, plus de 2 millions USD ont été « levés » sur le marché par cette société. Le marché potentiel de l'éolien est estimé à 83 milliards USD d'ici 2017, à comparer avec 74 milliards USD pour le photovoltaïque.

Bluenergy recourt à des panneaux photovoltaïques souples et flexibles, qui peuvent être posés sur un toit ou en façade. Elle convient parfaitement bien aux zones urbaines habituellement « non équipables » avec les techniques « traditionnelles ». La turbine est silencieuse, elle fonctionne avec des vents de 5 à 150 km/h et son empreinte au sol est très réduite comme le montre la maquette en annexe (l'unité de 5 kw a une hauteur de 6 m sur 2,5 m². Elle se décline en versions de 2 à 100 kw et la production provient à hauteur de 2/3 du vent et 1/3 de solaire. Sa durée de vie est estimée entre 20 et 30 ans, et avec les incitants et subsides actuellement offerts, le retour sur investissement (de l'ordre de 45.000 USD pour l'unité de 5 kw, soit 9 USD/w)) est réalisé en une dizaine d'années.

⁽⁴⁰⁾ L'incubateur dispose d'un site Internet accessible à l'URL suivante : et est membre d'un réseau national et international d'incubateurs accessible à l'URL : <http://www.nbia.org/>

⁽⁴¹⁾ Dont celle de Los Alamos, connue pour ses travaux sur la bombe atomique lors de la seconde Guerre mondiale.

⁽⁴²⁾ Le lecteur pourra visiter le site Internet de la société : http://www.blueenergyusa.com/OC_Introduction.html

⁽⁴³⁾ L'annexe VIII présente une numérisation de cette technique.

4.1.3. La rencontre avec M. Brendan MILLER, green eco Manager de l'État.

76. Cette rencontre a mis en évidence tout le potentiel du Nouveau-Mexique, en particulier pour l'éolien, le solaire et la biomasse. Au Nouveau-Mexique, marché de petite taille, un *green jobs cabinet* a été mis en place.

Le Ministre MONDRAGON nous a confirmé le rôle et la place que le Nouveau-Mexique souhaite développer, sous l'impulsion du Gouverneur Richardson ⁽⁴⁴⁾. De grands chantiers ont été ouverts et sont en voie d'accomplissement : une ligne de chemin de fer Albuquerque – Santa Fe, la construction du plus puissant ordinateur au monde, et, un projet co-financé avec Richard Branson, le milliardaire britannique, pour un « aéroport de l'espace », opérationnel dès 2010 ⁽⁴⁵⁾.

Le plan d'action du Gouverneur de l'État ⁽⁴⁶⁾ se base sur des ressources de classe mondiale en matière d'énergie solaire, éolienne et géothermique, sur des institutions de recherche renommées bien insérées dans une communauté familière au capital à risque, cela avec un État volontariste et respectueux de l'environnement naturel.

Les 4 priorités interdépendantes retenues pour le développement par le Nouveau-Mexique sont :

- la promotion des technologies propres;
- la croissance des *clusters* de fabrication et de manufacture verte;
- la production d'unités d'énergies renouvelables;
- l'efficacité énergétique, y compris dans la distribution de l'énergie.

Ces priorités se voient transcrites en stratégies prometteuses qui devraient permettre à l'État de devenir un producteur majeur d'énergies renouvelables, notamment en développant une industrie solaire intégrée verticalement (R&D, fabrication, installation et déploiement). L'État ambitionne de devenir un centre de référence pour la R&D et l'innovation en ces matières.

À côté du volet solaire, le Nouveau Mexique a aussi des ambitions en matière de bio-car-

burants (avec des algues) et de bio-gaz (avec du fumier).

Un programme officiel est en pleine élaboration pour être discuté en août; il prévoit de porter le part des énergies vertes à 20 % d'ici 2020, et espère « capter » une partie des fonds fédéraux pour lesquels les différents États sont actuellement en compétition.

4.2. Arizona

Les nombreuses personnalités politiques rencontrées à Phoenix ont mis l'accent sur le fait que, nonobstant la disponibilité des énergies traditionnelles à des conditions bon marché, l'Arizona dispose d'un énorme potentiel notamment en matière d'énergie solaire.

Bien que le « potentiel vert » de cet État soit très important, notamment en matière d'énergie solaire, le séjour à Phoenix a été consacré principalement aux discussions politiques avec les rencontres des Présidents des 2 Assemblées et au Cabinet du Gouverneur.

4.2.1. Shamrockfarms

78. Située à une heure de route de Phoenix, la mission a effectué la visite de cette ferme principalement laitière en milieu aride. Installée sur un même site depuis 1922, la ferme Shamrock ⁽⁴⁷⁾ compte 16.000 bêtes laitières (Holstein) réparties à peu près pour 9.000 « non-organiques » et 7.000 têtes « organiques ». Les troupeaux sont exploités en étables ouvertes, technique que l'on pratique aujourd'hui dans un pays comme l'Arabie séoudite.

Trois types de rations sont prévues selon l'âge de l'animal (jusqu'à 21 jours, jusqu'à 280-290 jours, et ensuite jusqu'à la fin de la période « productive »), avec des aliments concentrés contenant une base importante de maïs.

Une bonne laitière non organique donne 9 gallons par jour, soit 35 litres/jour, 250 jours par an. Le prix de vente du lait est de l'ordre de 15,5 USD pour 100 livres ⁽⁴⁸⁾, pour un prix de revient de 12 USD ! Après quelques bonnes années, la production est actuellement à perte.

⁽⁴⁴⁾ Ce dernier avait été pressenti pour exercer un poste ministériel dans la nouvelle administration Obama.

⁽⁴⁵⁾ Le lecteur intéressé se rendra à l'URL suivante : <http://www.spaceportamerica.com/>

⁽⁴⁶⁾ Voir en annexe IX le document résumé *New Mexico Clean Energy and Clean Technology Economy*.

⁽⁴⁷⁾ Quelques informations sont disponibles à l'URL suivante : <http://shamrockfarms.net/index.asp>

⁽⁴⁸⁾ Soit approximativement 0,26 €/l.

Le patron de la ferme nous a expliqué le retournement du marché les 18 derniers

mois, avec une baisse sensible de la demande de poudre de lait. Dans le même temps, les cours du maïs ont été multipliés par 4, le prix des engrais a explosé et il y a un décalage entre les cycles des prix de revient et de vente. Il prévoit une perte d'exploitation de l'ordre de 6 millions USD cette année.

La ferme dispose d'installations pour la traite à grande échelle et le lait est stocké provisoirement sur place à 3 ou 4° C, avant d'être transporté par camion-citerne. Sous la marque *Shamrockfarms* sont ainsi commercialisés les produits suivants : lait frais, crème fraîche, crème à fouetter, fromage blanc et crème glacée, principalement à travers l'État d'Arizona.

Les prix de vente de la viande varient considérablement entre les bêtes non organiques et organiques : les 100 kg non organiques sont vendues à 36 USD, contre 90 USD pour les organiques. La marge est donc plus intéressante pour l'organique bien que les prix de production et en particulier de l'alimentation soient bien supérieurs.

La ferme s'étend sur une superficie de 400 ha dont un tiers est réservé aux bêtes. Le personnel nécessaire à l'exploitation s'élève en moyenne à 1 homme pour 100 vaches.

Ainsi, de part et d'autre de l'Atlantique, en milieu aride comme sous nos contrées, l'agriculture est fortement sujette à des cycles et des fluctuations dont elle n'a pas l'entière maîtrise, notamment sur les cours des matières premières.

4.3. Californie

4.3.1. Le Musée de l'innovation de San José : the Tech ⁽⁴⁹⁾

79. Installé depuis 1999 le Musée, qui a coûté 113 millions pour sa construction, finance son fonctionnement à raison de 60 % grâce à des donations d'entreprises, de fondations ou de particuliers (fonds privés), pour le solde, par le biais du prix des entrées des visiteurs. Pour l'année en cours, le budget de fonctionnement s'élève à 11 millions USD.

Il s'étend actuellement sur 13.000 m² et a reçu 600.000 visiteurs l'année dernière, et plus de 4.000.000 depuis son ouverture. Il vise tous

les publics et tous les âges et permet d'explorer et d'expérimenter les différentes techno-

logies qui progressivement régissent de plus en plus nos existences, là où nous vivons, travaillons, apprenons et nous divertissons. En un mot, son but est d'inspirer l'esprit innovateur dans tous les domaines.

Sa surface se répartit en galeries thématiques centrées sur l'innovation, internet (notamment avec un espace « *second life* »), le corps humain et la biogénétique, ainsi que l'exploration en général. Il compte également une salle de cinéma IMAX avec 295 sièges. Il est enfin le lieu de nombreuses expositions temporaires.

Une de ses particularités est que 80 % des objets exposés ont été conçus dans la *silicon valley*, dont San Jose est en quelque sorte l'épicentre.

Une autre particularité du Musée, c'est qu'il compte 400 guides volontaires et seulement 98 permanents pour assurer les visites. Parmi ceux-ci figurent nombre d'enseignants retraités.

Chaque année, le musée lance un grand concours technologique à l'adresse des étudiants. Cette année le thème seront les volcans. Le musée qui se veut très convivial et orienté-visiteurs compte aussi une galerie génétique avec quelques expériences concrètes menées avec l'Université de Stanford, toute proche.

Au cours de la visite de ce musée, la délégation a pu se rendre compte de la mixité ethnique des classes présentes.

Le Musée montre à quel point les USA ont compris que leur bien-être futur dépend d'une innovation continue et d'un développement de l'utilisation des technologies avancées. Dans ce processus, le maillage entre les sciences et les maths en classe, et la recherche d'applications des technologies dans l'industrie, est fondamental.

Le *Tech* synthétise parfaitement l'esprit et le dynamisme de cette Californie innovante :

- en inspirant les étudiants avec ses expositions temporaires, étudiants qui ont l'occasion d'expérimenter les applications de la technologie de tous les jours;
- en permettant aux enseignants de renforcer, de manière pratique, les concepts acquis de manière théorique en classe;

⁽⁴⁹⁾ Une visite s'impose sur le site du *Tech* : <http://www.thetech.org/>

- en permettant aux familles locales, aux particuliers et aux visiteurs du monde entier de découvrir de nouveaux aspects des technologies et des processus d'innovation.

4.3.2. *L'incubateur US Market Access, US MAC, San Jose.*

80. Situé à San Jose, 3^e ville de Californie par sa population, et 10^e ville des USA, la ville est la capitale technologique et innovative de la Californie, des USA et... du monde.

Le tissu économique de la région de San Jose est composé pour 85 % de PME de moins de 100 personnes, et 50 % des entrepreneurs sont nés en dehors des USA.

La seule région de San Jose compte pas moins de 4 incubateurs, chacun avec ses spécificités :

- San Jose BioCenter, depuis 2004, centré sur les biotechnologies et la bio convergence; il compte 26 sociétés;
- San Jose Software Business Cluster, depuis 1994, a levé plus de 650 millions USD;
- San Jose Environmental Business Cluster, aussi depuis 1994, plus de 100 diplômés, plus de 100 millions USD levés;
- et le San Jose US Market Access Center, installé depuis 1995, ayant levé plus de 100 millions USD via des sociétés internationales, selon sa vocation.

L'incubateur US Market Access ⁽⁵⁰⁾ visité fournit de l'espace de bureau mais surtout des services de consultance pour le développement de clientèle. Il compte 25 consultants et 4 permanents. Son financement est assuré conjointement par la ville et l'Université publique de San José. Il représente la première étape pour les sociétés technologiques et biotechnologiques qui veulent étendre leur marché et pénétrer le marché US.

En cette période de baisse des investissements, le capital à risque se dirige désormais davantage vers les projets de société qui peuvent « capter » de nouveaux clients, ce qui passe notamment par les notions de « positionnement clair et différencié », par rapport aux concurrents, à la clientèle-cible. Ces notions suggèrent que si la meilleure technologie reste nécessaire pour la réussite d'un produit, les ventes et la commercialisation font la différence entre le simple succès et la grande réussite.

⁽⁵⁰⁾ Le lecteur se rendra sur le site du l'US MAC à l'URL suivante : <http://www.usmarketaccess.com/>

Les fonds de capital à risque gardent une tendance à investir dans les secteurs suivants : énergies vertes et renouvelables, aérospatial, biotechnologies. Le tableau en annexe ⁽⁵¹⁾ est éloquent en la matière, révélant, tous secteurs et pays confondus, la part littéralement trustée par les biotechnologies (12 sur 20) et la sous-représentation de « la vieille Europe », avec seulement 6 sociétés au top 20.

Une nouvelle tendance forte se dégage : le cleantech, à ne pas confondre avec les technologies vertes. Le cleantech est une nouvelle technologie et un modèle économique qui offre un rendement compétitif aux investisseurs et clients tout en apportant des solutions au défi mondial du changement climatique. Alors que les greentech sont déjà quasi en fin de cycle, des technologies « du passé » aux possibilités limitées, le cleantech s'attaque quant à lui à la racine du problème en mettant l'accent sur des approches telles que la biomimétique et la biologie ⁽⁵²⁾. Le développement du *cleantech* participe au redressement de la *Silicon valley* depuis l'écroulement de la bulle internet.

4.3.3. *Your Tour*

81. Notre visite à l'incubateur de San Jose a également été l'occasion de recevoir un exposé sur le logiciel d'organisation et de planification de voyages *YourTour* conçu par une PME montoise, sur la base d'algorithmes développés chez nous par M. Godart de l'Université de Mons-Hainaut. L'objectif de ce logiciel est d'intégrer et de consolider en un seul site, toutes les informations qui concernent un voyage, de la planification jusqu'au voyage proprement dit. Le moteur du site convertit les options retenues par le candidat-voyageur en un itinéraire et un budget, *ready to book*. Lorsque l'on sait que les voyages réservés en ligne occupent 60 % de parts de marché aux USA, il est aisé d'imaginer le potentiel de ce logiciel en cas de succès...

4.3.4. *Le California Hydrogen Fuel Cell Vehicle and Station Deployment Plan ⁽⁵³⁾ à Sacramento.*

82. Basée à Sacramento, cette structure est née de la conscientisation croissante en Califor-

⁽⁵¹⁾ Voir en annexe X le tableau sur le top 20 du capital à risque investi en 2008.

⁽⁵²⁾ Quelques segments actuellement sur ce marché : production d'énergies renouvelables, stockage d'énergie (piles à combustibles, batteries avancées, ...), infrastructure énergétique, efficacité énergétique (éclairage, vitrerie, ...), ...

⁽⁵³⁾ Le site très complet est accessible à l'URL suivante : <http://www.fuelcellpartnership.org/>

nie, sur l'importance des questions de qualité de l'air, de réchauffement climatique et de dépendance par rapport au pétrole. L'objectif est de mettre au point un véhicule « zéro émission ».

L'originalité de la formule est que les partenaires ⁽⁵⁴⁾ qui se retrouvent au sein de ce « groupement d'intérêt sectoriel », sont quasiment tous les intervenants de ce secteur en plein développement : les constructeurs de voitures, les fabricants de batteries, de pile à hydrogène, les pétroliers, les autorités publiques (sociétés de transport, ...), la Commission énergie de Californie, ... mais aussi certaines agences fédérales comme l'agence de l'environnement, le Ministère des Transports, ...

La technologie utilisée ici se base sur l'hydrogène (H₂) gazeux ⁽⁵⁵⁾, qui vient d'acquiescer le statut officiel de carburant en Californie.

Le choix de ce carburant se justifie amplement par un certain nombre de ses caractéristiques :

- excellent vecteur énergétique;
- non polluant (il ne rejette que de la vapeur d'eau);
- économiquement compétitif;
- aussi sûr dans son utilisation que l'essence ⁽⁵⁶⁾;
- il permet une diversification des sources d'approvisionnement, dans le domaine des transports actuellement « lié » au pétrole à hauteur de 98 %;
- enfin, chaque région peut produire son propre carburant, sans que celui-ci ne doive être acheminé sur de longues distances (comme le pétrole et le gaz aujourd'hui).

⁽⁵⁴⁾ Voir la liste des intervenants (en anglais) en annexe XI.

⁽⁵⁵⁾ La Californie a opté pour le H₂ gazeux, alors que BMW, bien avancé en Europe, a opté pour H₂ liquide et donc avec un moteur à explosion.

⁽⁵⁶⁾ Les responsables nous ont assuré qu'en dépit des contraintes techniques, s'il fallait aujourd'hui « certifier » l'essence pour une utilisation publique, ce serait plus complexe que l'H₂.

Le but du présent rapport n'étant pas d'entrer dans les détails techniques, le principe de fonctionnement de la pile à combustible est brièvement expliqué : l'H₂ se lie à d'autres éléments ce qui provoque une réaction. D'un côté de la pile à combustible, H₂ rencontre de l'oxygène O₂, au travers d'une membrane (protons rencontrent électrons), ce qui génère un courant électrique.

Si de nombreux efforts restent à accomplir (baisse des coûts de production, fiabilisation du système de distribution et de stockage, durabilité des piles à H₂, ...) les prototypes de diverses marques roulent et peuvent être testés.

Les membres de la délégation ont ainsi pu conduire certains de ces véhicules quelques minutes.

Ce fut l'occasion de se rendre compte de la « proximité » de ces voitures avec les voitures ordinaires. Ce n'est qu'en soulevant le capot que l'utilisateur se rend compte qu'il y a « quelque chose de différent ». Les voitures utilisées sont des voitures hybrides, comme la Toyota Prius que l'on peut déjà conduire sous nos contrées.

En conclusion de cette visite particulièrement intéressante, la délégation formule le souhait que l'on puisse s'inspirer d'un tel partenariat chez nous en Europe.

Les efforts à fournir dans l'avenir devraient intégrer les 4 chantiers suivants, examinés et envisagés dans leur inter-relation :

- les véhicules (tester les voitures, les bus, ...);
- développer et financer un réseau de stations-services;
- continuer les recherches sur la technologie (stockage, ...);
- développer un cadre réglementaire et légal rencontrant à la fois les objectifs politiques (zéro émission, ...) et les standards de sécurité attendus par la population, tout en contribuant à un affranchissement d'avec les énergies non renouvelables et un mieux-être pour notre environnement.

5. CONCLUSIONS

83. Un déplacement comme celui que nous avons effectué aux USA constitue une opportunité exceptionnelle pour connaître et se faire connaître aux Institutions étrangères similaires.

C'est aussi l'occasion pour nos Représentants diplomatiques et consulaires de mettre en valeur leur présence et leur action lors des multiples contacts avec les autorités américaines. Ces échanges «donnent un coup de fouet» aux relations existantes entre la Belgique, la Wallonie et les États visités. Elles permettent en outre d'esquisser des perspectives de collaborations futures.

À titre illustratif, la délégation voudrait mettre en exergue la réunion de travail organisée par notre Consul honoraire à Phoenix et la douzaine de propositions de projets pour le développement des relations Wallonie-Arizona. Une des propositions, formulée par M. Alan Carey, porte sur une relation aérienne entre Phoenix et la Région wallonne, et un groupe de travail vient de se constituer pour en examiner la pré-faisabilité.

84. Dans le même temps, comme indiqué plus haut, le secteur des énergies vertes et renouvelables pourrait constituer une excellente opportunité d'investissements, des 2 côtés de l'Atlantique.

85. Le contexte des relations économiques et commerciales entre la Belgique et les États-Unis reste intéressant. C'est ainsi que les échanges se sont élevés à plus de 40 milliards USD en 2008, avec un excédent commercial de plus de 10 milliards USD en faveur des USA.

La valeur cumulée des investissements américains en Belgique s'élevait à 54,5 milliards USD en 2007. Ce chiffre représente en valeur absolue presque le double des investissements américains en Chine !

Nos échanges commerciaux sont aussi marqués par une haute valeur ajoutée.

C'est dire la place qu'occupent les USA pour notre Région, pour son avenir, et l'importance de se montrer, d'être actif et présent et d'expliquer l'utilité de venir investir chez nous, comme l'ont fait récemment Microsoft, Google ou encore Johnson & Johnson.

Différents interlocuteurs belges ou wallons nous ont d'ailleurs confirmé qu'il y avait

encore des possibilités d'investissements US chez nous, certes plus réduites à la suite de la crise, mais bien réelles.

86. Ajoutons que le lancement du plan de relance économique et social exceptionnel (*stimulus package*) du Président Obama et le débat actuel sur la répartition des pouvoirs entre Gouvernement fédéral et entités fédérées, donne à notre délégation le sentiment qu'elle a eu raison de choisir les USA comme champs d'investigation.

87. La mission fut aussi l'occasion de toucher du doigt la crise, qui a commencé dans le secteur immobilier aux USA, et qui y sévit toujours, et d'en mesurer les conséquences notamment pour notre pays. La mission a le sentiment que les USA ont pris la mesure de l'importance de la crise et les Parlementaires présents estiment également que le dynamisme de la première économie au monde et l'ampleur des plans de relance adoptés, permettront un retour de la confiance en l'avenir et «le début de la fin de la crise», pour paraphraser le Président Obama.

88. En matière de consommation d'énergie, les États-Unis occupent la première place mondiale, mais il y a une réelle prise de conscience quant à la nécessité de lutter contre tous les gaspillages ⁽⁵⁷⁾.

Si jusqu'ici l'État fédéral faisait assez peu de cas des énergies renouvelables (puisque le lobby pétrolier régnait en maître dans la haute administration américaine), certains États ont déjà beaucoup investi pour se lancer dans la recherche et le développement d'énergies alternatives, parmi lesquels le Nouveau Mexique, l'Arizona et la Californie.

Il est ainsi apparu clairement que le secteur des énergies renouvelables et vertes pourrait constituer une nouvelle opportunité d'affaires et d'investissements des 2 côtés de l'Atlantique.

89. S'agissant des efforts de relance, il faut noter que le *stimulus package* va permettre 789 milliards USD d'investissements et compte les énergies renouvelables ⁽⁵⁸⁾ parmi ses 4 grandes priorités.

⁽⁵⁷⁾ Actuellement, le prix du gallon d'essence à la pompe est en dessous de 2 USD, soit moins de 0,4 €/l ...

⁽⁵⁸⁾ Pour mémoire, au fédéral, les énergies renouvelables interviennent à hauteur de 150 milliards USD, sur 10 ans.

Le Président américain souhaite en outre renouer le dialogue politique avec l'Europe et montre un intérêt pour cet axe de développement majeur.

Après la « période de grâce » le nouveau Président aura à confirmer si son arrivée au pouvoir coïncide avec un simple changement de style, ou au contraire avec une rupture par rapport à son prédécesseur.

90. La mission a pu voir concrètement comment les États visités se sont engagés dans ces objectifs de production d'énergies renouvelables.

Pour n'en donner ou rappeler que quelques exemples :

- à Los Angeles, les sociétés des téléphonies se sont engagées à utiliser 20 % d'énergies vertes d'ici 2017, et 25 % d'ici 2025.
- au Nouveau-Mexique, le Gouverneur a l'objectif d'atteindre 20 % d'énergies renouvelables d'ici 2020 et son programme de « *Green Jobs* » repose sur le secteur de l'éducation et de la formation pour appuyer le secteur vert; ce schéma transversal s'appuie sur plusieurs administrations et vise notamment à permettre au particulier de produire de l'électricité verte à meilleur compte.
- en Arizona, un vaste plan existe pour développer des panneaux photovoltaïques.
- en Californie et au Nouveau-Mexique, des incubateurs, opérationnels depuis des années, se concentrent et orientent leurs priorités vers la filière des énergies renouvelables.
- BlueEnergy SolarWind, startup visitée à Santa Fe, une société importante de panneaux photovoltaïques (notamment en Allemagne, « Schott ») a mis au point une éolienne de 6 mètres de haut composée de panneaux photovoltaïques. La société recherche un financement de près de 80 millions USD pour commercialiser son produit et estime le marché évalué à plusieurs dizaines de milliards USD.

Ce ne sont certes là que quelques exemples, la liste pourrait être longuement étoffée, mais ils convergent et témoignent d'un dynamisme retrouvé en même temps qu'un recentrage sur de nouvelles préoccupations environnementales en général. Ils révèlent que les États-Unis se sont lancés dans cette course à propos de laquelle incubateurs, sociétés privées, États, Universités et État

fédéral ont décrété une mobilisation générale.

91. Ce qui est frappant, c'est la synergie de tous les acteurs concernés en cette matière, en amont, en aval, horizontalement et verticalement, comme nous l'avons parfaitement perçu à Sacramento au *California Fuel Cell Partnership*. La course est lancée et le potentiel des marchés est énorme. Ce qui nous confirme que, chez nous, nous avons à mobiliser un maximum d'acteurs (Universités, Écoles supérieures, entreprises et pouvoirs publics, ...) dans ces domaines d'avenir.

92. Une réalité historique a imprégné toute cette mission dans ce grand État fédéral.

Le fédéralisme est toujours au cœur du régime de gouvernance aux USA. Nonobstant les événements récents de la politique américaine, il est clair que la nature fédérale du régime en place n'est pas sur le point de disparaître.

93. Pour le législateur de notre Région, la mission a également permis de mesurer la dialectique de compétition pour le pouvoir, entre les niveaux et les branches, en même temps que les équilibres, les contrôles réciproques, infiniment subtils et éprouvés après plus de 200 années d'exercice de la Démocratie.

94. La délégation retiendra également de son déplacement, la place prise par les énergies renouvelables dans l'économie américaine.

Il est manifestement fini le temps où le pétrole était abondant et bon marché, avec tous les excès que cela pouvait entraîner.

Voir une aussi grande nation nous rejoindre dans la volonté de lutter contre les gaspillages énergétiques tout en recherchant avec l'efficacité dont a toujours fait preuve le peuple américain, de nouvelles technologies extrêmement prometteuses, ne peut que nous réjouir et nous rendre optimistes.

95. Enfin, nous voudrions mettre en exergue l'intérêt qu'a suscité chez tous les membres de la délégation, l'existence au sein de chacune des Assemblées visitées, d'un *pool* de spécialistes en légistique, à la disposition de l'ensemble des Parlementaires.

La création au sein de notre Parlement d'une structure de ce type est manifestement à étudier sans tarder, dans la mesure où tout le monde s'accorde pour dire que les décrets pèchent souvent par manque de clarté et de précision. Ce qui s'explique sans doute en partie par le fait que notre Parlement ne compte qu'une seule Chambre.

96. Cela étant, au terme de ce rapport, les membres de la délégation tiennent à préciser qu'ils sont à la disposition de tout qui le souhaiterait pour éclairer ou approfondir l'un ou l'autre aspect qui aurait été abordé de manière imprécise ou superficielle.

En conclusion de cette mission d'étude, les participants ont la faiblesse de penser que le présent rapport a sa place au Service de la Documentation du Parlement wallon, et ils restent à l'entière disposition de tout qui le souhaiterait pour un débat plus approfondi.

Le Président,
J. HAPPART

Le Rapporteur,
J.-P. DARDENNE

Liste des personnes rencontrées au cours de la mission

Mr. le Consul général Geert CRIEL, dans chacun des 3 États visités par la mission

New Mexico – Santa Fe

Ms. Marie Longserre, President/CEO of Santa Fe incubator

Mr. Joel Goldblatt, President, BluEnergy Solarwind

Mr. Mathew Woodlee : Director of International Trade & Relations, NM State

Mr. Brendan Miller, Green Economy manager

Mr. Stuart Ashmann, Secretary of cultural affairs

Ms. Jill Momaday-Gray, Director of protocol

M. Fred Mondragon, Ministre de l'Économie et du Commerce (NM Cabinet Secretary)

House Representative, Hon. Luciano Varela (D)

House Representative Hon. Jim Trujillo (D)

Senator Nancy Rodriguez

Ms. Paula Tackett, Director of Legal Council Services

Mr. Brian Condit, Chef de Cabinet du Gouverneur

Arizona – Phoenix

Mr. Reginald Winssinger, Consul honoraire de Belgique en Arizona

Mr. Alan Carey, Managing Director, Global Business

Mr. Livio Lederer, Environnement Ventures

Mr. Dean Martin, Ministre des Finances (State Treasurer) d'Arizona

Senator Bob Burns, Président du Sénat

Senator Chuck Gray, Majority Leader (chef de file de la majorité Républicaine au Sénat)

Senator Pamela Gorman, Majority Whip

Senator Peter Wirth (D)

Hon. Kirk Adams, Speaker of the House (Président de la Chambre)

Hon. John McComish, House of Representatives, majority leader

Mr. John Yeager, deputy Director of the legislative council service

Mr. Raul Burciaga, assistant Director of the legislative council service

Mr. Anoy Tobin, House of representatives

Mr. Paul Senseman, Director of Communications, Governor's Office

Mr. Brian Condit, Chief Staff of Governor

Mr. Scott Smith, office of the Governor

Mr. Ken Bennet, Secretary of State

Mr. Nick Dranias, Director of Constitutional Government du Goldwater Institute

Mr. Frank Boyce, Vice-Président Shamrock Farms.

*Californie – San Jose & Sacramento**– San Jose*

Mr. Frédéric Delbart, trade and investment commissioner

Mme Christelle Laurent, OFI

Mr. Joseph Hedges, International Program Manager, San Jose Redevelopment Agency

Ms. Linda Brewka, adjointe au Maire de San José

Mr. Omar Mencin, Managing director US Market Access

Mr. X Software Development Forum

Mr. John Schliesser, CEO Your Tour (compagnie belge)

– Sacramento

Mr. Nico Bouwkamp, California Fuel Cell Partnership technology analyst, CaFCP

Senator Alan Lowenthal, Chairman of the transportation and housing Committee

Senator Denise Ducheny, Chair, Senate Committee on Budget

Senator Dennis Hollingsworth, Senate Republican Leader

Senator Lou Correa, Sénateur

Mr. Ray Miller, Director of the Committee California-Europe trade

Ms. Shannon Shellenberg & M. Paul Somerhausen, Program Consultant, Senate Office of foreign relations,

Mr. Carey Rudman, chief Counsel, Senate Committee on Ethics

Mr. Brandon Jackson, assistant to the international relations office

Mr. Jack Hailey, Director, Senate Committee on Human Services

Les 3 États visités en quelques chiffres

Nouveau-Mexique, 47^e État de l'Union depuis le 6 janvier 1912 (du 4 au 7 avril)

Capitale : Santa Fe
Devise : *crescit eundo* (qui grandit s'enrichit)
Population : 2.499.481 habitants
Superficie : 315.194 km²
Groupe majoritaire : anglais (64,5 %)
Groupes minoritaires : espagnol (28,7 %), navajo (4 %), autres langues autochtones (1,5 %), ...
Gouverneur : Bill RICHARDSON (D) ⁽⁵⁹⁾
 US Senate : Tom UDALL (D) et Jeff BINGAMAN (D)
 US Congress : 3, dont 1 R et 2 D
 State House of Representatives : 70, dont 45 D et 25 R
 State Senate : 2 D

Arizona, 48^e État depuis le 14 février 1912 (du 7 au 9 avril)

Capitale : Phoenix
Devise : *ditat deus* (dieu enrichit)
Population : 6.338.755 habitants
Superficie : 295.294 km²
Groupe majoritaire : anglais (74 %)
Groupes minoritaires : espagnol (19,5 %), navajo (2 %), etc.
Gouverneur : Jan BREWER (R)
 US Senate : Jon KYL (R) et John McCain (R)
 US Congress : 8, dont 5 D et 3 R
 State House of Representatives : 60, dont 25 D et 35 R
 State Senate : 30, dont 12 D et 18 R

Californie, 31^e État depuis le 9 septembre 1850 (du 9 au 14 avril)

Capitale : Sacramento
Devise : *eurêka!* (j'ai trouvé)
Population : 36.553.215 habitants
Superficie totale : 423.970 km²
Groupe majoritaire : anglais (60,2 %)
Groupes minoritaires : espagnol (25,8 %), chinois (2,6 %), tagalog (2 %), vietnamien (1 %), ...
Gouverneur : Arnold SCHWARZENEGGER (R)
 US Senate : Barbara BOXER (D) et Dianne FEINSTEIN (D)
 US Congress : 3, dont 1 R et 2 D
 State House of Representatives : 70, dont 45 D et 25 R
 State Senate : 40, soit 24 D et 15 R (et 1 siège actuellement vacant)

⁽⁵⁹⁾ D = membre du Parti Démocrate, R = Membre du Parti Républicain

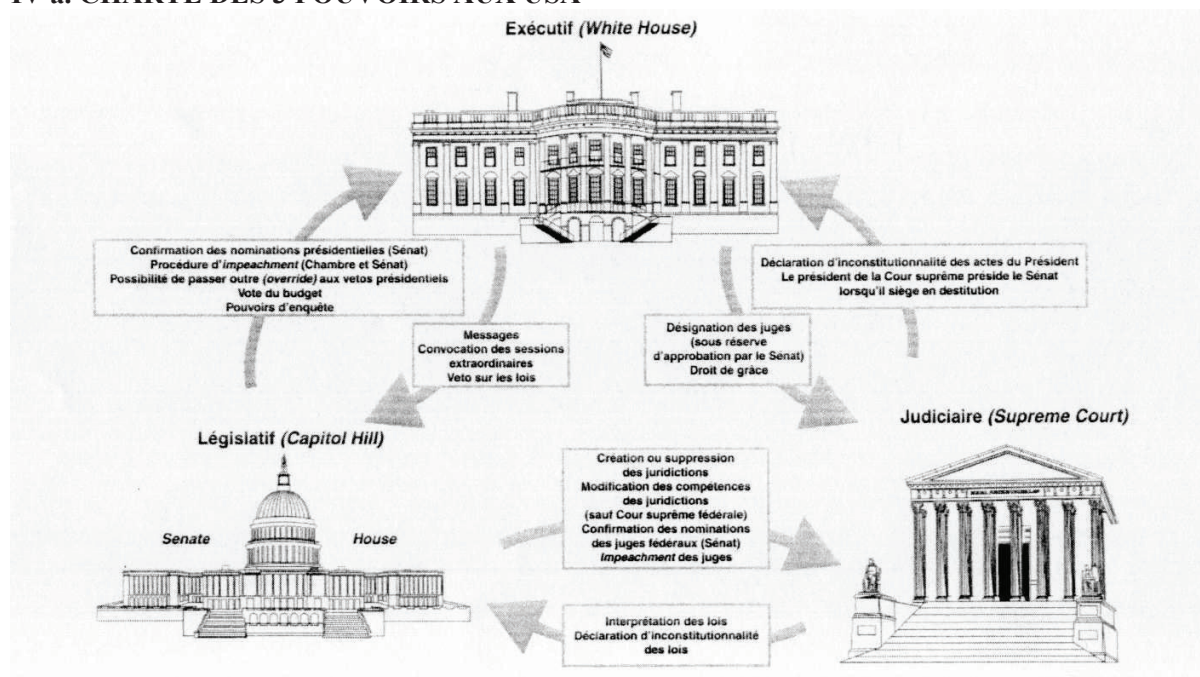
Les exportations Wallonie-USA

Statistiques des exportations wallonnes - Etats-Unis -

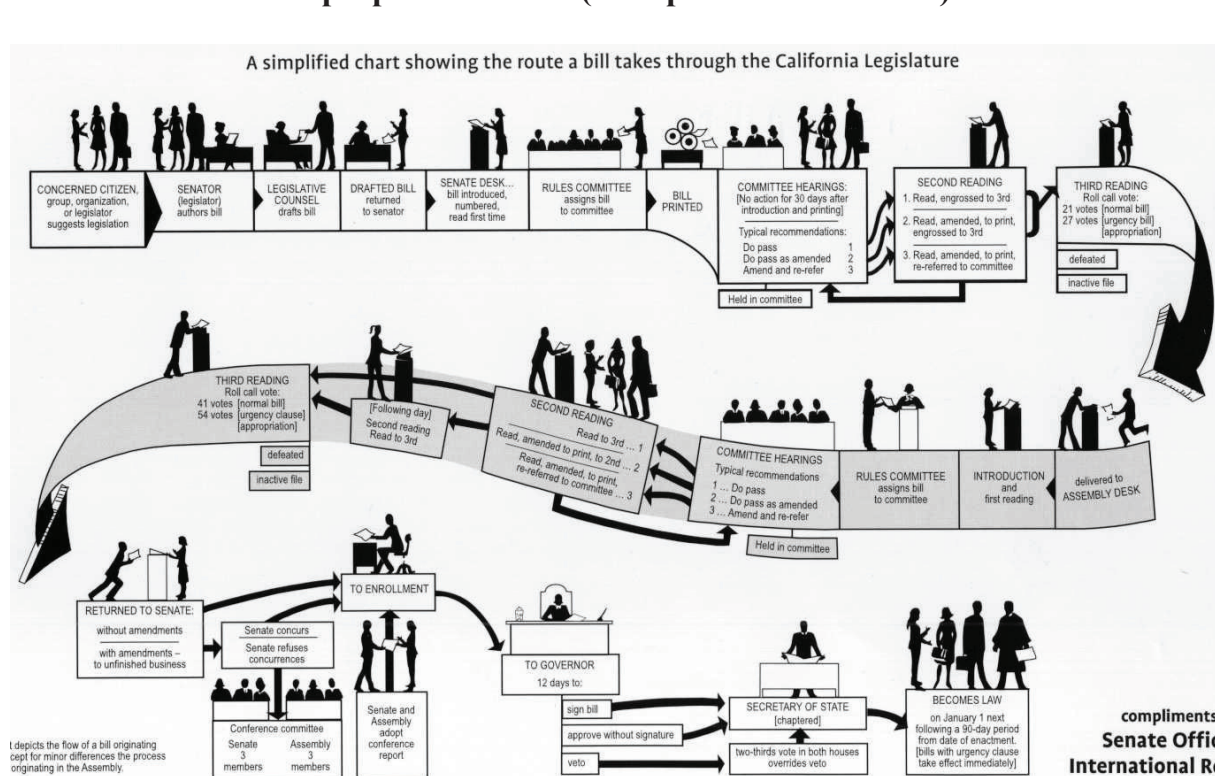
Code SH	Description	Valeur (millions d'euros)				% du total				Variation en %			
		2005	2006	2007	9 mois 2008	2005	2006	2007	9 mois 2008	2005/2004	2006/2005	2007/2006	9 mois 2008/ 9 mois 2007
06	Produits des industries chimiques	566,48	824,60	678,01	718,77	39,60%	42,61%	41,19%	51,25%	-12,3%	45,6%	-17,8%	37,8%
16	Machines et équipements mécaniques, électriques et électroniques	369,05	465,19	295,19	269,80	25,80%	24,04%	17,93%	19,24%	-0,3%	26,0%	-36,5%	21,1%
14	Perles, pierres et métaux précieux, monnaies	139,29	246,67	270,30	157,10	9,74%	12,75%	16,42%	11,20%	16,6%	77,1%	9,6%	-26,0%
15	Métaux communs et ouvrages en ces métaux	142,47	192,54	200,02	119,42	9,98%	9,95%	12,15%	8,51%	20,7%	35,1%	3,9%	-22,3%
18	Instruments d'optique, de précision, d'horlogerie	27,40	5,40	23,30	50,50	1,92%	0,28%	1,42%	3,69%	202,0%	-80,3%	331,2%	648,2%
07	Matières plastiques et caoutchouc; ouvrages en ces matières	27,76	47,17	45,96	20,59	1,94%	2,44%	2,79%	1,47%	-3,4%	69,9%	-2,6%	-39,3%
04	Produits alimentaires, boissons et tabacs	40,20	31,61	35,70	17,80	2,81%	1,63%	2,17%	1,27%	17,1%	-21,4%	13,0%	-36,2%
13	Ouvrages en pierres, ciments, produits céramiques et verres	21,04	20,32	16,54	11,61	1,47%	1,05%	1,00%	0,83%	-22,7%	-3,4%	-18,6%	-12,9%
02	Produits du règne végétal	18,85	22,34	18,59	9,90	1,32%	1,15%	1,13%	0,71%	79,4%	18,5%	-16,8%	-29,7%
19	Armes et munitions	3,12	9,50	19,00	5,70	0,22%	0,49%	1,15%	0,41%	-73,5%	204,0%	100,0%	-62,0%
17	Matériel de transport	30,55	30,67	16,26	3,94	2,14%	1,59%	0,99%	0,28%	17,9%	0,4%	47,0%	-73,6%
22	Marchandises non classées ailleurs	0,95	0,35	2,26	3,60	0,07%	0,02%	0,14%	0,26%	-68,3%	-63,4%	546,4%	98,2%
20	Marchandises et produits divers	6,49	5,01	4,76	3,14	0,45%	0,26%	0,29%	0,22%	328,9%	-22,8%	-5,0%	-15,8%
11	Matières textiles et ouvrages en ces matières	8,91	11,02	7,52	2,98	0,62%	0,57%	0,46%	0,21%	-9,8%	23,7%	-31,8%	-45,8%
09	Bois et liège; ouvrages en ces matières	9,77	8,84	2,93	2,83	0,68%	0,46%	0,18%	0,20%	8,9%	-9,5%	-66,8%	30,9%
10	Plâtes de bois, papiers, cartons et leurs applications	9,40	7,33	3,77	1,59	0,66%	0,38%	0,23%	0,11%	56,1%	-22,0%	-48,6%	-43,7%
01	Animaux vivants et produits du règne animal	3,18	2,21	2,35	1,25	0,22%	0,11%	0,14%	0,09%	33,7%	-30,5%	6,2%	-24,5%
05	Produits minéraux	1,09	1,54	1,36	0,87	0,08%	0,08%	0,08%	0,06%	-14,2%	41,5%	-11,2%	-16,6%
08	Peaux et cuirs; ouvrages en ces matières	2,53	1,17	1,02	0,80	0,18%	0,06%	0,06%	0,06%	0,4%	-53,6%	-13,3%	-16,7%
03	Graisses, huiles, cires (animales ou végétales)	0,96	0,89	0,72	0,26	0,07%	0,05%	0,04%	0,02%	11,1%	-8,4%	-18,2%	-55,6%
21	Objets d'art, de collection et d'antiquité	0,85	0,76	0,52	0,04	0,06%	0,04%	0,03%	0,00%	11,1%	-10,3%	-31,3%	-91,2%
12	Chaussures, coiffures, parapluies et articles similaires	0,05	0,06	0,04	0,03	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-67,0%	7,3%	-19,8%	-40,0%
TOTAL		1430,42	1925,18	1648,13	1402,63	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	-0,8%	36,3%	-14,9%	11,6%
Part de ce pays dans les exportations wallonnes totales (%)		4,66%	6,44%	4,35%	4,62%	Variation des exportations belges vers ce pays							
Part de la Wallonie dans les exportations belges vers ce pays (%)		15,00%	20,55%	16,12%	19,44%								

Source : Banque Nationale de Belgique

IV a. CHARTE DES 3 POUVOIRS AUX USA



IV b. Parcours d'une proposition de loi (exemple de la Californie)



Communiqué de presse du Sénat d'Arizona



Arizona State Senate
1700 W. Washington St., Phoenix, AZ 85007
President Bob Burns, R-9
602-926-5993

News Release

April 9, 2009
FOR IMMEDIATE RELEASE

Arizona leaders meet with Belgian Delegation

(STATE CAPITOL, PHOENIX) – Senate and House leadership welcomed members of a Belgian Delegation today to discuss our state's legislative process and the possibilities of economic and commercial cooperation between Arizona and the region of Wallonia.

Their discussion included how they are addressing financial difficulties due to the global economic recession.

"Arizona is in a severe financial crisis and we are looking for solutions to a nearly \$3 billion deficit, the worst in Arizona's history. Our members are working together to find solutions that do not include a tax increase," said Senate President Bob Burns, R-Peoria.

"We are delighted to bring the delegation to Arizona to obtain a better understanding of the relationship between the federal government and the states. We can learn from the management of the Arizona system, particularly budget management, because Belgium's constitutional structure is evolving," Parliament President Jose Happart said.

Each year the Walloon Parliament organizes a regional study trip to educate members on the federal systems of other nations. This year, members of the delegation visited the western United States. The tour included visits to New Mexico, California, and Arizona, each chosen for its emphasis on technological research and renewable energy.

###

For more information, contact:
Sarah Dodge
Communication Coordinator
Arizona Senate Republican Caucus
Office: (602) 926-3796, e-mail: sdodge@azleg.gov

Propositions pour le développement des relations Région wallonne-Arizona

1. 2012: centenaire de l'incorporation de l'Arizona aux USA; visite et défilé des Gilles de Binche.
2. A cause de la taille et de l'importance du hub de l'aéroport de Phoenix, création d'une liaison non stop Phoenix-Charleroi par US Airways, dont le siège social est à Phoenix, 2 à 3 fois par semaine, en remplacement de Zaventem et/ou Amsterdam, avec garantie de remplissage à 85% et pub de l'Arizona et Wallonie. En termes concrets, préparer une présentation pour US Airways.
3. L'aéroport de Phoenix-Mesa, dont l'une des ambitions est le désengorgement freight de la Californie et des vols cargo d'Amérique du sud passant par Miami. Donc créer un partenariat avec l'aéroport de Liège pour un développement en tandem ciblé sur l'industrie aéronautique qui est présente sur ce site comme Ambraer et la présence de transitaires wallons intéressés.
4. La culture amérindienne est peu connue en Wallonie, donc présenter une exposition en Wallonie sur la culture, l'art, la danse, et la musique des tribus de l'Arizona. Evaluer la possibilité de le faire avec le Heard Museum, mondialement connu dans ce domaine.
5. Beaucoup de Luxembourgeois achètent en Belgique des propriétés car c'est moins cher, en particulier près de la frontière. Avec le vieillissement de la population, en particulier les baby boomers, faire une étude pour construire un village de retraite avec services basé sur l'expérience en Arizona des villages dont le premier fut Sun City et considérer la possibilité que ce village soit une zone franche de la même façon dont on a une zone franche industrielle mais dans ce cas résidentiel.
6. Créer en collaboration avec ASU (Arizona State University) et le School of International Languages and Cultures (SILC) un Institut Wallon pour la recherche linguistique pour développer la connaissance de la culture Wallonne.
7. Faire une étude de faisabilité pour attirer et construire en Wallonie une succursale de ASU et/ou de l'University of Phoenix.
8. Un point commun entre l'Arizona et la Wallonie est l'investissement dans la science du vivant. Il serait donc bon d'avoir un comité qui crée une façon pour les industries et les chercheurs de la science du vivant de les aider à développer leurs résultats commercialement en Wallonie et en Arizona, surtout pour les petites et moyennes entreprises. Il existe beaucoup de possibilités, et il faudrait créer un comité pour les rassembler et créer un mécanisme pour les faire connaître.
9. L'Arizona a beaucoup de fruits, en particulier des oranges. Il faudrait que les services commerciaux travaillent ensemble pour aider à l'importation de vins fruités très bons en Wallonie, comme le Maitrank, quitte à les fabriquer sous licence en Arizona.
10. La Wallonie est connue pour la qualité de son artisanat, en particulier l'ébénisterie de son terroir. Pourquoi ne pas étudier la possibilité de créer une maison de la Wallonie à Scottsdale qui commercialiserait l'artisanat Wallon?
11. La Clinique Mayo est connue dans le monde entier, et si la Wallonie attire des seniors aisés, faire un projet de présentation pour convaincre la Clinique Mayo à ouvrir une succursale en Wallonie.
12. L'énergie renouvelable est un des points forts de l'Arizona, ne serait ce que par le soleil qui y règne, mais il y a aussi l'utilisation de produits pour créer de l'énergie et l'épuration d'eau et les procédés comme l'utilisation des copeaux de bois pour l'alimentation des aciéries et des fours pour la fabrication du verre. Beaucoup de besoins, beaucoup de projets qui pourraient être

développés en commun. Donc je propose la création d'un comité pour aider les entreprises Wallonnes spécialisées dans les énergies renouvelables et les entreprises de l'Arizona aussi spécialisées dans les énergies renouvelables à se développer en tandem des 2 côtés et dans les 2 marchés. Projet fédéral sur la médecine

Le président Obama veut pour les USA un système de médecine sociale.

- Souvent on parle de modèles comme l'Angleterre qui n'ont pas été des réussites, mais peu de gens connaissent le modèle belge qui a réussi. Donc il faudrait voir comment le modèle belge pourrait être connu du Président Obama et travailler avec son cabinet pour voir s'il est adaptable aux USA.
- Aussi en sous chapitre avec la décision du président Obama d'informatiser la médecine américaine, il faudrait voir la possibilité de standardiser la nomenclature mondialement.
- Finalement, plus terre à terre, il faudrait développer une convention pour que les visiteurs des 2 pays en cas de maladie soient pris en charge.



www.globalbusinessincorporated.com

Préparé par Alain Carey, Global Business Incorporated, pour le gouvernement Wallon

Contact: tél 480 926 8927 careyar@gmail.com

Communiqué de presse de Liège Airport

**Communiqué de Presse**

Liège Airport, le 28 avril 2009

Premiers contacts entre Liège Airport et l'Etat d'Arizona

Suite à la mission du Bureau du Parlement wallon en Californie où des contacts ont été pris par le Président du Parlement wallon, Monsieur José Happart, par ailleurs Président de Liège Airport, Liège Airport a été contacté par les autorités de l'Etat d'Arizona et plus particulièrement par celles de Phoenix.

Ces premiers contacts visent à examiner des possibilités de collaboration avec l'aéroport de Phoenix-Mesa en ce qui concerne le cargo.

Dans les prochains jours, une vidéo conférence sera organisée avec Liège Airport, la SPI + et l'Aéroport de Phoenix-Mesa ainsi que la Ville de Gilbert en Arizona afin d'échanger des informations sur le développement de chacune des zones et d'examiner les possibilités de coopération plus avancée.

Une telle demande de collaboration existe également en ce qui concerne l'aéroport de Charleroi puisque l'aéroport de Phoenix Skyharbor serait désireux de nouer des contacts du même ordre avec l'aéroport de Charleroi.

En tant que 8^{ème} aéroport européen dans le domaine du cargo et se situant dans le Top 30 sur le plan mondial, Liège Airport peut se vanter d'une réputation internationale dans ce domaine et a décidé de rechercher des possibilités de collaboration avec des aéroports sur les différents continents en vue de renforcer les synergies sur le plan économique et sur le plan du trafic.

Les aéroports qui sont spécialisés dans le cargo sont très peu fréquents dans le monde et l'opportunité de la mission du Parlement wallon à Phoenix a permis de susciter l'intérêt des autorités de cette région et d'envisager une collaboration avec un aéroport tourné vers le cargo. Celle-ci sera d'autant plus réelle lorsque les travaux d'allongement de piste à Liège Airport seront achevés l'an prochain.

C'est dans ce contexte que Liège Airport souhaite pouvoir développer une collaboration soit sur le plan technique par le transfert de savoir-faire, soit sur le plan commercial par la promotion commune de nos plateformes aéroportuaires en vue d'attirer de nouvelles compagnies aériennes.

Rappelons que Liège Airport a déjà signé des accords de collaboration avec l'aéroport de Chisinau en Moldavie et avec l'aéroport de Ningbo en Chine.

A propos de Liège Airport :

Liège Airport, 8^{ème} aéroport cargo européen, poursuit sa progression sur l'ensemble de ses activités. Le tonnage qui a transité à Liège Airport en 2008 a atteint 518.750 tonnes, soit une augmentation de presque 6 % par rapport à 2007. L'activité Passagers, quant à elle, a connu une croissance spectaculaire de 20,25 % en 2008 par rapport à 2007 et a atteint 400.281 passagers. 20 destinations sont proposées cet été 2009 au départ de Liège Airport. Grâce à sa nouvelle zone **Cargo City Nord**, zone 100% dédiée au traitement du fret aérien, Liège Airport est en mesure d'accueillir de nouveaux opérateurs et de nouvelles compagnies aériennes. www.liegeairport.com

Contact Presse:

Valérie Hauglustaine, Attachée de Presse : +32 4 234 85 76 - vha@liegeairport.com

20 Stéréotypes sur les Américains (par M. A. Carey)

1. Les Américains sont naïfs.

Ils font confiance et sont moins méfiants, ce qui peut être confondu avec de la naïveté. En règle générale, les Américains moyens, à cause de leur base religieuse, sont honnêtes. Vous pouvez laisser votre porte ouverte de votre maison (pas recommandé, mais certains le font).

2. Les Américains sont des cowboys; ils tirent avant de viser.

Souvent c'est vrai, moins de planning, mais quand ils tirent avant de viser et qu'ils font une erreur, souvent ils admettent leurs erreurs, se font pardonner, et sont appréciés d'avoir admis leurs erreurs – par contraste avec les Européens qui préfèrent raconter une histoire plutôt que d'admettre leurs erreurs.

3. Les Américains sont pleins de fric et ils foutent l'argent en l'air.

C'est une généralisation qui tend à venir de ce que voient par exemple les Belges des Américains à la télé ou des vacanciers, pas forcément la personne de tous les jours. Les Américains travaillent très dur pour leur argent. Les Américains n'ont pas de culture. A qui de dire ce qui est ou n'est pas culture – tout est fonction de la civilisation.

4. Les Américains ne connaissent pas leur géographie.

Les Belges non plus. Quand je parle de l'Arizona, très peu savent où c'est. Mais cela ne vaut pas la jeune étudiante d'une grande université américaine qui allait à Anvers passer un an pour exercer et étudier la langue et la culture françaises!!!!

5. Les écoles américaines sont faciles.

Les écoles étant financées par les impôts fonciers, les quartiers les plus riches ont des écoles souvent supérieures à celles en Europe, mais les quartiers les plus pauvres n'ont pas les fonds nécessaires pour donner aux élèves un enseignement adéquat. Pour être juste, il faudrait comparer l'enseignement aux USA par rapport à toute l'Europe. En fin de compte, un docteur en chimie des USA est au même niveau que son équivalent européen.

6. Il n'y a que des autoroutes aux USA, et ils ne conduisent que des grosses cylindrées.

J'ai vraiment entendu cela, et je pense encore que c'est à l'image de la télé, comme l'impression que tous les murs ont des tags et qu'à chaque coin de rue il y a quelqu'un pour vous tracter. Mais essayez de traverser les USA pendant plusieurs jours dans une Austin mini ou une Smart...

7. Les Américains n'ont pas de patience.

C'est la nécessité d'avoir des résultats, d'accomplir du concret.

8. Les Américains sont vantards.

La culture tend à admirer ceux qui réussissent, donc annoncer sa réussite en fait partie, par rapport avec les Belges qui sont discrets surtout quand il s'agit de leur argent pour de bonnes raisons, car on a tendance à se monter contre ceux qui réussissent et en parlent publiquement. A remarquer que les Américains ne mettent jamais leurs diplômes universitaires sur leurs cartes de visite car plus important est le titre dans l'entreprise qu'ils ont atteint.

9. Les Américains n'ont pas le sens du social.

Au contraire, mais les actions sociales sont souvent faites dans l'humilité par le biais des églises, une façon de prouver sa foi, mais ce n'est pas toujours le cas car il y a beaucoup de donateurs qui font beaucoup d'actions philanthropiques aux USA.

10. Les Américains font des procès pour tout.

Vrai – les procès sont une façon de régulariser une industrie.

11. Sans assurance maladie aux Etats-Unis, on ne vous soigne pas.

Faux – un médecin fera son devoir, mais il n'y a aucune obligation dans la plupart des états d'avoir de bénéfices sociaux.

12. Les universités américaines coûtent cher.

A moitié vrai. Les bourses et les dons permettent d'aider les étudiants, et si on vit dans un état, on peut aller aux universités de l'état à relativement bas prix, car elles sont financées par les impôts de l'état. Mais pour avoir des bourses, il faut divulguer sa fortune, ce qui est gênant souvent pour les Européens.

13. Il n'y a que des gratte-ciels aux USA, et toutes les maisons sont en bois.

Encore une personne qui regarde trop la télé. Oui dans l'est et le midwest beaucoup de maisons ont l'air d'avoir des lattes de bois, mais en vérité c'est du vinyle ou de l'aluminium avec un tyvek en dessous et du bois à l'intérieur avec du plâtre par dessus. Les maisons ici sont souvent en bois de teak.

14. Les Américains sont tous les mêmes.

C'est l'amalgame classique. En fait la culture anglo-saxonne est très discret, mais les différences sont énormes entre les anglos du nord et ceux du sud, ceux de l'ouest, et ceux de l'est. C'est pour cela que les lois sont différentes et reflètent la culture dominante de l'état.

15. Il y a beaucoup de racisme aux USA.

Oui, mais j'en ai vu autant en Belgique.

16. Les Américains ne connaissent pas les langues étrangères.

Vu la grandeur du pays, on peut faire et voir beaucoup sans avoir l'anxiété d'aller dans un pays étranger où on parle une autre langue.

17. Je viens de louer une voiture, et je suis à Chicago. Je peux venir te voir ce week-end ?

Les visiteurs ne se rendent pas compte de la grandeur et des distances du pays. Alors à ce gentil copain je lui ai dit, "Pas de problème. Il te faudra 2,5 jours de voiture pour venir et 2,5 jours pour rentrer. Donc on pourra se voir quelques minutes, mais si tu veux." C'est difficile même pour les Américains de se rendre compte des distances, qui sont très vastes surtout dans l'ouest, et il faut 4 jours ouvrables pour un paquet par UPS pour aller d'un bout à l'autre des USA.

18. Il n'y a pas de différence entre les USA et le Canada à cause de l'accord ALENA.

Un accord ne veut pas dire une frontière sans douane. Il faut passer la douane entre les deux pays, et cela retarde beaucoup les envois. Donc avoir une entreprise au Canada, y compris au Québec, ne permet pas de servir le marché US.

19. Les Américains ont beaucoup d'amis.

C'est vrai, mais c'est superficiel. Ce n'est pas souvent sincère si par exemple on vous dit "Venez dîner chez moi si vous êtes en ville." Cela ne veut pas vraiment dire vous pouvez appeler de l'aéroport et dire à cet 'ami', "Je suis en ville; j'arrive chez toi." L'amitié se fait aussi grâce aux sports aux USA, ce qui forme les Américains à être sociables mais très compétitifs, et l'Arizona avec ses terrains de golf est un endroit privilégié pour ce genre d'amitiés mais en étant en compétition les uns contre les autres, un peu comme la politique en Belgique.

20. Les Américains mangent n'importe quoi à n'importe quelle heure et mélangent tout au point de vue nourriture. Ils travaillent même en mangeant.

Les Américains sont toujours optimistes.

21. *C'est inculqué à partir de l'enfance, alors qu'en Europe on fait honte en montrant du doigt, en particulier à l'école, et les Belges sont des pros de la raillerie. Ici la tendance est de montrer ce qu'on a fait bien dès l'enfance et de critiquer si possible en privé, ce qui fait que plus tard dans la vie on regarde la bouteille à moitié pleine plutôt que celle à moitié vide en attendant que le ciel nous tombe sur la tête. Pour les Américains autant garder le sourire – on arrive à plus qu'en gueulant*

Vrai – vous avez gagné!

NOTE DE M. CAREY: Ce qui est écrit ci-dessus ne représente que mon expérience et mes opinions personnelles après plus de 30 ans aux USA.

BluEnergy ou le solaire-éolien, à l'incubateur de Santa Fe, Nouveau-Mexique



Producing Renewable Electricity with a Hybrid Bluenergy Solarwind™ Turbine

inspired design in a work of art

For Architects, designers and homeowners, the new Bluenergy Solarwind™ Turbine delivers the optimal blend of quiet, clean, renewable energy in urban or rural settings. No solar panels, no windmills, no tall towers. Simply elegance in a double-helix Solarwind™ Turbine with solar cells encapsulated on the wind vanes. The best of solar and the best of wind ...

The world's first Solarwind™ Turbines in 2kW (home), 5kW (large home and office), and 8kW (business or industrial) models are being developed for Santa Fe-based manufacturing, with installations available starting Summer 2007.

A Payback Period Calculation for:
The Bluenergy Solarwind™ Turbine (5kW) – located in Santa Fe, New Mexico
in a breezy and sunny location, without nearby obstructions.

Annual Mean Wind Speed: **14 mph**
Predicted Electricity Output: 1,100 kWhrs / month; **13,200 kWhrs / year**; 330,000 kWhrs in 25-year lifetime
Our Average Electric Utility's Cost over the next 25 years - forecast energy inflation of 6% / year: **18 ¢ / kWhr**.
Average Annual Worth of Electricity Produced: **\$2,376**.
Purchase of Bluenergy 5kW Solarwind™ Turbine, plus installation: **\$35,000**.
Total cost over 25 year life (including maintenance and 1 extra generator):

New Mexico – Unsubsidized	~ \$42,000.	Electricity cost: ~ 13¢ / kWhr
New Mexico – Rural (non-PNM)	~ \$34,000. (with tax credits)	~ 11¢ / kWhr
New Mexico – PNM customer	~ \$24,000. (with tax and solar production credits)	~ 08¢ / kWhr

Average Payback Period:
New Mexico – Unsubsidized ~ 18 years (no Fed, NM, or PNM credits)
New Mexico – Rural ~ 15 years (with Fed and NM credits)
New Mexico – PNM customer ~ 10 years (with Fed, NM and PNM solar credits)



Bluenergy Elegance in Motion ... Powered by Art

Bluenergy Solarwind, Inc. • 3900 Paseo del Sol • Santa Fe, NM 87507 • 505.474.3166 • www.bluenergyusa.com



New Mexico's Clean Energy and Technology Economy

New Mexico's Clean Energy and Clean Technology Economy One page summary

New Mexico's Assets

New Mexico is very well positioned to benefit from the Clean Energy Economy. Our assets include:

- World-class developable solar, wind and geothermal resources and abundant open land
- World-class renewable energy and “green grid” research institutions and a strong venture capital community
- A strong and growing clean tech manufacturing cluster supported by low costs of doing business and attractive incentives
- Nationally-recognized green workforce training programs
- Strong state and federal level clean energy champions
- A nimble and responsive state government
- A deeply-rooted and long-standing respect for the natural environment

New Mexico also has some challenges that must be addressed in developing effective strategies including: workforce readiness, a small tax base, a part-time legislature, misperceptions of non-New Mexicans, and low electricity prices that can discourage the adoption of more expensive renewable energy.

Primary Economic Development Pathways

There are primarily four interconnected pathways of economic development in this sector for New Mexico. Investing in these pathways will result in both rural and urban jobs across the state.

1. **Clean Technology Push:** Leverage the significant R&D resources of the state to develop a vibrant community of active entrepreneurs and start-up companies.
2. **Growing the Green Manufacturing/Production Cluster:** Grow the emerging cluster of existing clean tech manufacturers and biofuels producers by attracting similar companies.
3. **Renewable Utility-Scale Generation:** Push the development of utility scale solar, geothermal and wind power in NM, especially to export to other states.
4. **Energy Efficiency and Distributed Generation:** Promote the expansion of existing small-scale solar and wind installations and energy efficiency retrofits of our building stock.

Examples of Promising Economic Development Strategies for NM

- Become a major renewable energy power exporter and hub of renewable energy trading (solar, wind and geothermal)
- Develop a vertically integrated solar industry:
R&D - Manufacturing - Deployment
- Be the first state to have a statewide “Green Grid” and become a national center of related R&D and innovation
- Widespread adoption of energy efficiency and distributed generation around the state
- Become the world leader in algae biofuels: R&D and production
- Develop an active manure-based bio-gas industry

Top 20 des activités de financement (capital à risque) en 2008

Top 20 VC Funding Activities

(\$ in Millions)

- During 2008

Company Name	Location	Amount (\$)	Round	Sector	Description
Sulfurcell Solartech	Berlin, Germany	132.3	3rd Round	Energy	Manufactures thin-film solar modules
Pacific Biosciences	Menlo Park, CA	100	Later Round	BioTech	Developing revolutionary DNA sequencing platform
Portola Pharmaceuticals	South SF, CA	60	5th Round	BioTech	Developing drugs for cardiovascular diseases
MedeFinance	Emeryville, CA	50	3rd Round	Software	Provides analytic tools to hospitals and health plans
PacketFront	Kista, Sweden	40.5	Later Round	Hardware	Pioneering open access broadband networking
BG Medicine	Waltham, MA	40	Series D	BioTech	Creating new drug development technologies
EBR Systems	Sunnyvale, CA	35	3rd Round	BioTech	Develops novel cardiac pacing devices
deCarta	San Jose, CA	35	3rd Round	Web	Developed platform for managing location-based data
Agios Pharmaceuticals	Boston, MA	33	1st Round	BioTech	Developing new cancer-fighting drug treatments
TRIA Beauty	Pleasanton, CA	30	5th Round	BioTech	Develops home-use laser hair-removal technology
NuPathe	Conshohocken, PA	30	Series B	BioTech	Developing treatment for neurological diseases
ARKeX	Cambridge, UK	30	3rd Round	Exploration	Geophysical survey company that license its data
Zynga	SF, CA	29	Series B	Web/SW	Develops games for social network platforms
Tyrell	Houston, TX	28	2nd Round	BioTech	Makes minimally and non-invasive therapeutic devices
Milestone Systems	Brøndby, Denmark	26.7	1st Round	BioTech	Develops platforms for IP video surveillance
CoLucid Pharmaceuticals	Indianapolis, IN	25	Series B	BioTech	Develops therapies for nervous system disorders
SuppreMol	Martinsreid, Germany	24.4	Series B	BioTech	Develops treatments for autoimmune diseases
A10 Networks	San Jose, CA	23	Series C	Hardware	Provides network connectivity solutions
Fluxome Sciences	Lyngby, Denmark	21	4th Round	BioTech	Pioneering the creation of nutritional microorganisms

Source : incubateur US Market Access, San Jose

a. California fuel cell partnership – les partenaires



b. schéma-type d'une voiture à pile à combustible H2



CONSTITUTION DE L'ÉTAT DE CALIFORNIE

We, the people of California, grateful to Almighty God for our freedom, in order to secure its blessings, do establish this Constitution.

ARTICLE I. *Declaration of Rights.*

Sec. 1. All men are by nature free and independent, and have certain inalienable rights, among which are those of enjoying and defending life and liberty, acquiring, possessing, and protecting property: and pursuing and obtaining safety and happiness.

Sec. 2. All political power is inherent in the people. Government is instituted for the protection, security, and benefit of the people; and they have the right to alter or reform the same, whenever the public good may require it.

Sec. 3. The right of trial by jury shall be secured to all, and remain inviolate forever; but a jury trial may be waived by the parties, in all civil cases, in the manner to be prescribed by law.

Sec. 4. The free exercise and enjoyment of religious profession and worship, without discrimination or preference, shall forever be allowed in this State: and no person shall be rendered incompetent to be a witness on account of his opinions on matters of religious belief; but the liberty of conscience, hereby secured, shall not be so construed as to excuse acts of licentiousness, or justify practices inconsistent with the peace or safety of this State.

Sec. 5. The privilege of the writ of *habeas corpus* shall not be suspended, unless when, in cases of rebellion or invasion, the public safety may require its suspension.

Sec. 6. Excessive bail shall not be required, nor excessive fines imposed, nor shall cruel or unusual punishments be inflicted, nor shall witnesses be unreasonably detained.

Sec. 7. All persons shall be bailable, by sufficient sureties: unless for capital offences, when the proof is evident or the presumption great.

Sec. 8. No person shall be held to answer for a capital or otherwise infamous crime, (except in cases of impeachment, and in cases of militia when in actual service, and the land naval forces in time of war, or which this State may keep with the consent of Congress in time of peace, and in cases of petit larceny under the regulation of the Legislature) unless on presentment or indictment of a grand jury; and in any trial in any court whatever, the party accused shall be allowed to appear and defend in person and with counsel, as in civil actions. No person shall be subject to be twice put jeopardy for the same offence; nor shall he be compelled, in any criminal case, to be a witness against himself, nor be deprived of life, liberty, or property, without due process of law; nor shall private property be taken for public use without just compensation.

Sec. 9. Every citizen may freely speak, write, and publish his sentiments on all subjects, being responsible for the abuse of that right; and no law shall be passed to restrain or abridge the liberty of speech or of the press. In all criminal prosecutions on indictments for libels, the truth may be given in evidence to the jury; and if it shall appear to the jury that the matter charged as libellous is true, and was published with good motives and for justifiable ends, the party shall be acquitted; and the jury shall have the right to determine the law and the fact.

Sec. 10. The people shall have the right freely to assemble together, to consult for the common good, to instruct their representatives, and to petition the legislature for redress of grievances.

Sec. 11. All laws of a general nature shall have a uniform operation.

Sec. 12. The military shall be subordinate to the civil power. No standing army shall be kept up by this State in time of peace; and in time of war no appropriation for a standing army shall be for a longer time than two years.

Sec. 13. No soldier shall, in time of peace, be quartered in any house, without the consent of the owner; nor in time of war, except in the manner to be prescribed by law.

Sec. 14. Representation shall be apportioned according to population.

Sec. 15. No person shall be imprisoned for debt, in any civil action on *mesne* or final process, unless in cases of fraud; and no person shall be imprisoned for a militia fine in time of peace.

Sec. 16. No bill of attainder, *ex post facto* law, or law impairing the obligation of contracts, shall ever be passed.

Sec. 17. Foreigners who are, or who may hereafter become *bona fide* residents of this State, shall enjoy the same rights in respect to the possession, enjoyment, and inheritance of property, as native born citizens,

Sec. 18. Neither slavery, nor involuntary servitude, unless for the punishment of crimes, shall ever be tolerated in this State.

Sec. 19. The right of the people to be secure in their persons, houses, papers and effects, against unreasonable seizures and searches, shall not be violated; and no warrant shall issue but on probable cause, supported by oath or affirmation, particularly describing the place to be searched, and the persons and things to be seized.

Sec. 20. Treason against the State shall consist only in levying war against it, adhering to its enemies, or giving them aid and comfort. No person shall be convicted of treason, unless the evidence of two witnesses to the same overt act, or confession in open court.

Sec. 21. This enumeration of rights shall not be construed to impair or deny others retained by the people.

ARTICLE II. *Right of Suffrage.*

Sec. 1. Every white male citizen of the United States, and every white male citizen of Mexico, who shall have elected to become a citizen of the United States, under the treaty of peace exchanged and ratified at Queretaro, on the 30th day of May, 1848 of the age of twenty-one years, who shall have been a resident of the State six months next preceding the election, and the county or district in which he claims his vote thirty days, shall be entitled to vote at all elections which are now or hereafter may be authorized by law: Provided, nothing herein contained, shall be construed to prevent the Legislature, by a two-thirds concurrent vote, from admitting to the right of suffrage, Indians or the descendants of Indians, in such special cases as such proportion of the legislative body may deem just and proper.

Sec. 2. Electors shall, in all cases except treason, felony, or breach of the peace, be privileged from arrest on the days of the election, during their attendance at such election, going to and returning therefrom.

Sec. 3. No elector shall be obliged to perform militia duty on the day of election, except in time of war or public danger.

Sec. 4. For the purpose of voting, no person shall be deemed to have gained or lost a residence by reason of his presence or absence while employed in the service of the United States; nor while engaged in the navigation of the waters of this State, or of the United States, or of the high seas; nor while a student of any seminary of learning; nor while kept at any almshouse, or other asylum, at public expense; nor while confined in any public prison.

Sec. 5. No idiot or insane person, or person convicted of any infamous crime, shall be entitled to the privilege of an elector.

Sec. 6. All elections by the people shall be by ballot.

ARTICLE III *Distribution of Powers.*

The powers of the Government of the State of California shall be divided into three separate departments: the Legislative, the Executive, and Judicial; and no person charged with the exercise of powers properly belonging to one of these departments, shall exercise any functions appertaining to either of the others, except in the cases hereinafter expressly directed or permitted.

ARTICLE IV. *Legislative Department.*

Sec. 1. The Legislative power of this State shall be vested in a Senate and Assembly, which shall be designated the Legislature of the State of California; and enacting clause of every law shall be as follows: "The people of the State of California, represented in Senate and Assembly, do enact as follows."

Sec. 2. The sessions of the Legislature shall be annual, and shall commence on the first Monday of January, next ensuing the election of its members, unless the Governor of the State shall, in the interim, convene the Legislature by proclamation.

Sec. 3. The members of the Assembly shall be chosen annually, by the qualified electors of their respective districts, on the Tuesday next after the first Monday in November, unless otherwise ordered by the Legislature, and their term of office shall be one year.

Sec. 4. Senators and Members of Assembly shall be duly qualified electors in the respective counties and districts which they represent.

Sec. 5. Senators shall be chosen for the term of two years, at the same time and places as Members of Assembly; and no person shall be a member of the Senate or Assembly, who has not been a citizen and inhabitant of the State one year, and of the country or district for which he shall be chosen six months next before his election.

Sec. 6. The number of Senators shall not be less than one-third, nor more than one-half, of that of the Members of the Assembly; and at the first session of the Legislature after this Constitution takes effect, the Senators shall be divided by lot as equally as may be, into two classes; the seats of the Senators of the first class shall be vacated at the expiration of the first year, so that one-half shall be chosen annually.

Sec. 7. When the number of Senators is increased, they shall be apportioned by lot, so as to keep the two classes as nearly equal in number as possible.

Sec. 8. Each house shall choose its own officers and judge of the qualifications, elections, and returns of its own members.

Sec. 9. A majority of each house shall constitute a quorum to do business; but a smaller number may adjourn from day to day, and may compel the attendance of absent members, in such manner, and under such penalties, as each house may provide.

Sec. 10. Each house shall determine the rules of its own proceedings, and may, with the concurrence of two thirds of all members elected, expel a member.

Sec. 11. Each house shall keep a journal of its own proceedings, and publish the same; and the yeas and nays of the members of either house, on any question, shall at the desire of any three members present be entered on the journal.

Sec. 12. Members of the Legislature shall, in all cases except treason, felony, and breach of the peace, be privileged from arrest, and they shall not be subject to any civil process during the session of the Legislature, nor for fifteen days next before the commencement and after the termination of each session.

Sec. 13. When vacancies occur in either house, the Governor, or the person exercising the functions of the Governor, shall issue writs of election to fill such vacancies.

Sec. 14. The doors of each house shall be open, except on such occasions as, in the opinion of the House, may require secrecy.

Sec. 15. Neither house shall, without the consent of the other, adjourn for more than three days, nor to any other place than that in which they may be sitting.

Sec. 16. Any bill may originate in either house of the Legislature, and all bills passed by one house may be amended in the other.

Sec. 17. Every bill which may have passed the Legislature, shall, before it becomes a law, be presented to the Governor. If he approve it, he shall sign it; but if not, he shall return it, with his objections, to the house in which it originated, which shall enter the same upon the journal, and proceed to reconsider it. If, after such reconsideration, it again pass both houses, by yeas and nays, by a majority of two-thirds of the members of each house present, it shall become a law, notwithstanding the Governor's objections. If any bill shall not be returned within ten days after it shall have been presented to him, (Sunday excepted,) the same shall be a law, in like manner as if he had signed it, unless the Legislature, by adjournment, prevent such return.

Sec. 18. The Assembly shall have the sole power of impeachment; and all impeachments shall be tried by the Senate. When sitting for that purpose, the Senators shall be upon oath or affirmation; and no person shall be convicted, without the concurrence of two-thirds of the members present.

Sec. 19. The Governor, Lieutenant Governor, Secretary of State, Comptroller, Treasurer, Attorney General, Surveyor General, Justices of the Supreme Court and Judges of the District Courts, shall be liable to impeachment for any misdemeanor in office; but judgment in such cases shall extend only to removal from office, and disqualification to hold any office of honor, trust or profit, under the State; but the party convicted, or acquitted, shall nevertheless, be liable to indictment, trial, and punishment, according to law. All other civil officers shall be tried, for misdemeanors in office, in such manner as the Legislature may provide.

Sec. 20. No Senator, or member of Assembly, shall during the term for which he shall have been elected, be appointed to any civil office of profit, under this State, which shall have been created, or the emoluments of which shall have been increased, during such term, except such office as may be filled by elections by the people.

Sec. 21. No person holding any lucrative office under the United States, or any other power, shall be eligible to any civil office of profit, under this State: provided, that officers in the militia, to which there is attached no annual salary, or local officers and postmasters whose compensation does not exceed five hundred dollars per annum, shall not be deemed lucrative.

Sec. 22. No person who shall be convicted of the embezzlement, or defalcation of the public funds of this State, shall ever be eligible to any office of honor, trust, or profit under this State; and the Legislature shall, as soon as practicable, pass a law providing for the punishment of such embezzlement, or defalcation, as a felony.

Sec. 23. No money shall be drawn from the treasury but in consequence of appropriations made by law. An accurate statement of the receipts and expenditures of the public moneys, shall be attached to and published with the laws at every regular session of the Legislature.

Sec. 24. The members of the Legislature shall receive for their services, a compensation to be fixed by law, and paid out of the public treasury; but no increase of the compensation shall take effect during the term for which the members of either house shall have been elected.

Sec. 25. Every law enacted by the Legislature shall embrace but one object, and that shall be expressed in the title; and no law shall be revised, or amended, by reference to its title; but in such case, the act revised, or section amended shall be re-enacted and published at length.

Sec. 26. No divorce shall be granted by the Legislature.

Sec. 27. No lottery shall be authorized by this State, nor shall the sale of lottery tickets be allowed.

Sec. 28. The enumeration of the inhabitants of this State shall be taken, under the direction of the Legislature, in the year one thousand eight hundred and fifty-two, and one thousand eight hundred and fifty-five, and at the end of every ten years thereafter; and these enumerations, together with the census that may be taken, under the direction of the Congress of the United States, in the year one thousand eight hundred and fifty, and every subsequent ten years, shall serve as the basis of representation in both houses of the Legislature.

Sec. 29. The number of Senators and members of Assembly, shall, at first session of the Legislature, holden after the enumerations herein provided for are made, be fixed by the Legislature, and apportioned among the several counties and districts to be established by law, according to the number of white inhabitants. The number of members of Assembly shall not be less than twenty four, nor more than thirty- six, until the number of inhabitants within this State, shall amount to one hundred thousand; and after that period, at such ratio that the whole number of members of Assembly shall never be less than thirty, nor more than eighty.

Sec. 30. When a congressional, senatorial, or assembly district, shall be composed of two or more counties, it shall not be separated by any county belonging to another district; and no county shall be divided, in forming a congressional, senatorial, or assembly district.

Sec. 31. Corporations may be formed under general laws, but shall not be created by special act, except for municipal purposes. All general laws and special acts passed pursuant to this section may be altered from time to time, or repealed.

Sec. 32. Dues from corporations shall be secured by such individual liability of the corporators, and other means, as may be prescribed by law.

Sec. 33. The term corporations as used in this article shall be construed to include all associations and joint-stock companies, having any of the powers or privileges of corporations not possessed by individuals or partnerships. And all corporations shall have the right to sue, and shall be subject to be sued, in all courts, in like cases as natural persons.

Sec. 34. The Legislature shall have no power to pass any act granting any charter for banking purposes; but associations may be formed, under general laws, for the deposit of gold and silver, but no such association shall make, issue, or put in circulation, any bill, check, ticket, certificate, promissory note, or other paper, or the paper of any bank, to circulate as money.

Sec.35. The Legislature of this State shall prohibit, by law, any person or persons, association, company, or corporation, from exercising the privileges of banking, or creating paper to circulate as money.

Sec. 36. Each stockholder of a corporation, or joint-stock association, shall be individually and personally liable for his proportion of all its debts and liabilities.

Sec. 37. It shall be the duty of the Legislature to provide for the organization of cities and incorporated villages, and to restrict their power of taxation, assessment, borrowing money, contracting debts, and loaning their credit, so as to prevent abuses in assessments and in contracting debts by such municipal corporations.

Sec. 38. In all elections by the Legislature, the members thereof shall voto *viva voce*, and the votes shall be entered on the journal.

ARTICLE V. *Executive Department.*

Sec. 1. The supreme executive power of this State shall be vested in a Chief Magistrate, who shall be styled the Governor of the State of California.

Sec. 2. The Governor shall be elected by the qualified electors, at the time and places of voting for members of Assembly, and shall hold his office two years from the time of his installation, and until his successor shall be qualified.

Sec. 3. No person shall be eligible to the office of the Governor, (except at the first election) who has not been a citizen of the United States and a resident of this State two years next preceding the election, and attained the age of twenty-five years at the time of said election.

Sec. 4. The returns of every election for Governor shall be sealed up and transmitted to the seat of government, directed to the speaker of the Assembly, who shall, during the first week of the session, open and publish them in presence of both houses of the Legislature. The person having the highest number of votes shall be Governor; but in case any two or more have an equal and the highest number of votes, the Legislature shall, by joint vote of both houses, choose one of said persons, so having an equal and the highest number of votes, for Governor.

Sec. 5. The Governor shall be commander-in-chief of the militia, the army and navy of this State.

Sec. 6. He shall transact all executive business with the officers of Government, civil and military, and may require information in writing from the officers of the executive department, upon any subject relating to the duties of their respective offices.

Sec. 7. He shall see that the laws are faithfully executed.

Sec. 8. When any office shall, from any cause become vacant, and no mode is provided by the Constitution and laws for filling such vacancy, the Governor shall have power to fill such vacancy by granting a commission, which shall expire at the end of the next session of the Legislature, or at the next election by the people.

Sec. 9. He may, on extraordinary occasions, convene the Legislature by proclamation, and shall state to both houses, when assembled, the purpose for which they shall have been convened.

Sec. 10. He shall communicate by message to the Legislature, at every session, the condition of the State, and recommend such matters as he shall deem expedient.

Sec. 11. In case of a disagreement between the two houses, with respect to the time of adjournment, the Governor shall have power to adjourn the Legislature to such time as he may think proper; provided, it be not beyond the time fixed for the meeting of the next Legislature.

Sec. 12. No person shall, while holding any office under the United States, or this State, exercise the office of Governor, except as hereinafter expressly provided.

Sec. 13. The Governor shall have the power to grant reprieves and pardons after conviction, for all offences except treason and cases of impeachment, upon such conditions, and with such restrictions and limitations, as he may think proper, subject to such regulations as may be provided by law relative to the manner of applying for pardons. Upon conviction for treason he shall have the power to suspend the execution of the sentence until the case shall be reported to the Legislature at its next meeting, when the Legislature shall either pardon, direct the execution of the sentence, or grant a further reprieve. He shall communicate to the Legislature, at the beginning of every session, every case of reprieve or pardon granted, stating the name of the convict, the crime of which he was convicted, the sentence, and its date, and the date of the pardon or reprieve.

Sec. 14. There shall be a seal of this State, which shall be kept by the Governor, and used by him officially, and shall be called "The great seal of the State of California."

Sec. 15. All grants and commissions shall be in the name and by the authority of the people of the State of California, sealed with the great seal of the State, signed by the Governor and countersigned by the Secretary of State.

Sec. 16. A Lieutenant Governor shall be elected at the time and places, and in the same manner as the Governor; and his term of office, and his qualifications of eligibility shall also be the same. He shall be President of the Senate, but shall only have a casting vote therein. If, during a vacancy of the office of Governor, the Lieutenant Governor shall be impeached, displaced, resign, die or become incapable of performing the duties of his office, or be absent from the State, the President of the Senate shall act as Governor, until the vacancy be filled, or the disability shall cease.

Sec. 17. In case of the impeachment of the Governor, or his removal from office, death, inability to discharge the powers and duties of the said office, resignation, or absence from the State, the powers and duties of the office shall devolve upon the Lieutenant Governor for the residue of the term, or until the disability shall cease. But when the Governor shall, with the consent of the Legislature, be out of the State in time of war, at the head of any military force thereof, he shall continue commander-in-chief of the military force of the State.

Sec. 18. A Secretary of State, a Comptroller, a Treasurer, an Attorney General, and Surveyor General, shall be chosen in the manner provided in this Constitution; and the term of office, and eligibility of each shall be the same as are prescribed for the Governor and Lieutenant Governor.

Sec. 19. The Secretary of State shall be appointed by the Governor, by and with the advice and consent of the Senate. He shall keep a fair record of the official acts of the legislative and executive departments of the Government, and shall, when required, lay the same, and all matters relative thereto, before either branch of the Legislature; and shall perform such other duties as shall be assigned him by law.

Sec. 20. The Comptroller, Treasurer, Attorney General, and Surveyor General, shall be chosen by joint vote of the two houses of the Legislature, at their first session under this Constitution, and thereafter shall be elected at the same time and places, and in the same manner as the Governor and Lieutenant Governor.

Sec. 21. The Governor, Lieutenant Governor, Secretary of State, Comptroller, Treasurer, Attorney General, and Surveyor General, shall each at stated times during their continuance in office, receive for their services a compensation, which shall not be increased or diminished during the term for which they shall have been elected; but neither of these officers shall receive for his own use any fees for the performance of his official duties.

ARTICLE VI. *Judicial Department.*

Sec. 1. The judicial power of this State shall be vested in a Supreme Court, in District Courts, in County Courts, and in Justices of the Peace. The Legislature may also establish such municipal and other inferior courts as may be deemed necessary.

Sec. 2. The Supreme Court shall consist of a Chief Justice and two Associate Justices, any two of whom shall constitute a quorum.

Sec. 3. The justices of the Supreme Court shall be elected at the general election, by the qualified electors of the State, and shall hold their office for the term of six years from the first day of January next after their election; provided that the Legislature shall, at its first meeting, elect a Chief Justice and two Associate Justices of the Supreme Court, by joint vote of both houses, and so classify them that one shall go out of office every two years. After the first election the senior Justice in commission shall be the Chief Justice.

Sec. 4. The Supreme Court shall have appellate jurisdiction in all cases when the matter in dispute exceeds two hundred dollars, when the legality of any tax, toll, or impost or municipal fine is in question, and in all criminal cases amounting to felony or questions of law alone. And the said Court, and each of the Justices thereof, as well as all district and county judges, shall have power to issue writs of *habeas corpus* at the instance of any person held in actual custody. They shall also have power to issue all other writs and process necessary to the exercise of their appellate jurisdiction, and shall be conservators of the peace throughout the State.

Sec. 5. The State shall be divided by the first Legislature into a convenient number of districts subject to such alteration from time to time as the public good may require, for each of which a district judge shall be appointed by

the joint vote of the Legislature, at its first meeting, who shall hold his office for two years from the first day of January next after his election; after which, said judges shall be elected by the qualified electors of their respective districts, at the general election, and shall hold their office for the term of six years.

Sec. 6. The District Courts shall have original jurisdiction, in law and equity, in all civil cases where the amount in dispute exceeds two hundred dollars, exclusive of interest. In all criminal cases not otherwise provided for, and in all issues of fact joined in the probate courts, their jurisdiction shall be unlimited.

Sec. 7. The Legislature shall provide for the election, by the people, of a Clerk of the Supreme Court, and County Clerks, District Attorneys, Sheriffs, Coroners, and other necessary officers; and shall fix by law their duties and compensation. County Clerks shall be, *ex officio*, clerks of the District Courts in and for their respective counties.

Sec. 8. There shall be elected in each of the organized counties of this State, one County Judge, who shall hold his office for four years. He shall hold the County Court, and perform the duties of Surrogate, or Probate Judge. The County Judge, with two Justices of the Peace, to be designated according to law, shall hold courts of sessions, with such criminal jurisdiction as the Legislature shall prescribe, and he shall perform such other duties as shall be required by law.

Sec. 9. The County Courts shall have such jurisdiction, in cases arising in Justices Courts, and in special cases, as the Legislature may prescribe, but shall have no original civil jurisdiction, except in such special cases.

Sec. 10. The times and places of holding the terms of the Supreme Court, and the general and special terms of the District Courts within the several districts, shall be provided for by law.

Sec. 11. No judicial officer, except a Justice of the Peace, shall receive, to his own use, any fees or perquisites of office.

Sec. 12. The Legislature shall provide for the speedy publication of all statute laws, and of such judicial decisions as it may deem expedient; and all laws and judicial decisions shall be free for publication by any person.

Sec. 13. Tribunals for conciliation may be established, with such powers and duties as may be prescribed by law; but such tribunals shall have no power to render judgment to be obligatory on the parties, except they voluntarily submit their matters in difference, and agree to abide the judgment, or assent thereto in the presence of such tribunal, in such cases as shall be prescribed by law.

Sec. 14. The Legislature shall determine the number of Justices of the Peace, to be elected in each county, city, town, and incorporated village of the State, and fix by law their powers, duties, and responsibilities. It shall also determine in what cases appeals may be made from Justices Courts to the County Court.

Sec. 15. The Justices of the Supreme Court, and Judges of the District Court, shall severally, at stated times during their continuance in office, receive for their services a compensation, to be paid out of the treasury, which shall not be increased or diminished during the term for which they shall have been elected. The county Judges shall also severally, at stated times, receive for their services a compensation to be paid out of the county treasury of their respective counties, which shall not be increased or diminished during the term for which they shall have been elected.

Sec. 16. The Justices of the Supreme Court and District Judges shall be ineligible to any other office, during the term for which they shall have been elected.

Sec. 17. Judges shall not charge juries with respect to matters of fact, but may state the testimony and declare the law.

Sec. 18. The style of all process shall be "The People of the State of California;" all the prosecutions shall be conducted in the name and by the authority of the same.

ARTICLE VII. *Militia.*

Sec. 1. The Legislature shall provide by law for organising and disciplining the militia, in such manner as they shall deem expedient, not incompatible with the Constitution and laws of the United States.

Sec. 2. Officers of the militia shall be elected, or appointed, in such a manner as the Legislature shall from time to time direct, and shall be commissioned by the governor.

Sec. 3. The governor shall have power to call forth the militia, to execute the laws of the State, to suppress insurrections, and repel invasions.

ARTICLE VIII. *State Debts.*

The Legislature shall not in any manner create any debt or debts, liability or liabilities, which shall singly, or in the aggregate, with any previous debts or liabilities, exceed the sum of three hundred thousand dollars, except in case of war, to repel invasion or suppress insurrection, unless the same shall be authorised by some law for some single object or work, to be distinctly specified therein, which law shall provide ways and means, exclusive of loans, for the payment of the interest of such debt or liability, as it falls due, and also pay and discharge the principal of such debt or liability within twenty years from the time of the contracting thereof, and shall be irrevocable until the principal and interest thereon shall be paid and discharged; but no such law shall take effect until, at a general election, it shall have been submitted to the people, and have received a majority of all the votes cast for and against it at such election; and all money raised by authority of such law, shall be applied only to the specific object therein stated, or to the payment of the debt thereby created; and such law shall be published in at least one newspaper in each judicial district, if one be published therein, throughout the State, for three months next preceding the election at which it is submitted to the people.

ARTICLE IX. *Education.*

Sec. 1. The Legislature shall provide for the election, by the people, of a superintendent of public instruction, who shall hold his office for three years, and whose duties shall be prescribed by law, and who shall receive such compensation as the Legislature may direct.

Sec. 2. The Legislature shall encourage, by all suitable means, the promotion of intellectual, scientific, moral and agricultural improvement. The proceeds of all land that may be granted by the United States to this State for the support of schools, which may be sold or disposed of, and the five hundred thousand acres of land granted to the new States, under an act of Congress distributing the proceeds of the public lands among the several States of the Union, approved A.D. 1841; and all estates of deceased persons who may have died without leaving a will, or heir, and also such per cent. as may be granted by Congress on the sale of lands in this State, shall be and remain a

perpetual fund, the interest of which, together with all the rents of the unsold lands, and such other means as the Legislature may provide, shall be inviolably appropriated to the support of common schools throughout the State.

Sec. 3. The Legislature shall provide for a system of common schools, by which a school be kept up and supported in each district at least three months in every year, and any school neglecting to keep and support such a school, may be deprived of its proportion of the interest of the public fund during such neglect.

Sec. 4. The Legislature shall take measures for the protection, improvement, or disposition of such lands as have been, or may hereafter be reserved or granted by the United States, or any person or persons to the State for the use of a University; and the funds accruing from the rents or sale of such lands, or from any other source for the purpose aforesaid, shall be and remain a permanent fund, the interest of which shall be applied to the support of said University, with such branches as the public convenience may demand, for the promotion of literature, the arts and sciences, as may be authorised by the terms of such grant. And it shall be the duty of the Legislature, as soon as may be, to provide effectual means for the improvement and permanent security of the funds of said University.

ARTICLE X. *Mode of Amending and Revising the Constitution.*

Sec. 1. Any amendment, or amendments to this Constitution, may be proposed in the Senate or Assembly; and if the same shall be agreed to by a majority of the members elected to each of the two houses, such proposed amendments, shall be entered on their journals, with the yeas and nays taken thereon, and referred to the Legislature then next to be chosen, and shall be published for three months next preceding the time of making such choice. And if, in the Legislature next chosen as aforesaid, such proposed amendment of amendments, shall be agreed to by a majority of all the members elected to each house, then it shall be the duty of the Legislature to submit such proposed amendment of amendments to the people, in such manner, and at such time as the Legislature shall prescribe; and if the people shall approve and ratify such amendment or amendments, by a majority of the electors qualified to vote for members of the Legislature, voting thereon, such amendment of amendments, shall become part of the Constitution.

Sec. 2. And if, at any time two-thirds of the Senate and Assembly shall think it necessary to revise and change this entire Constitution, they shall recommend to the electors, at the next election for members of the Legislature, to vote for or against the convention ; and if it shall appear that a majority of the electors voting at such election have voted in favor of calling a convention, the Legislature shall, at its next session, provide by law for calling a convention, to be holden within six months after the passage of such law; and such convention shall consist of a number of members not less than that of both branches of the Legislature.

ARTICLE XI. *Miscellaneous Provisions.*

Sec. 1. The first session of the Legislature shall be at the Pueblo de San Jose; which place shall be the permanent seat of government, until removed by law: Provided, however, that two-thirds of all members elected to each house of the Legislature shall concur in the passage of such law.

Sec. 2. Any citizen of this State who shall, after the adoption of this Constitution, fight a duel with deadly weapons, or send, or accept a challenge to fight a duel with deadly weapons, either within this State or out of it; or who shall act as second, or knowingly aid or assist in any manner those thus offending, shall not be allowed to hold any office of profit, or to enjoy the right of suffrage under this Constitution.

Sec. 3. Members of the Legislature, and all officers, executive and judicial, except such inferior officers as may be by law exempted, shall, before they enter on the duties of their respective offices, take and subscribe the following oath or affirmation:

" I do solemnly swear (or affirm, as the case may be,) that I will support the Constitution of the United States, and the Constitution of the State of California, and that I will faithfully discharge the duties of the office of , according to the best of my ability."

And no other oath, declaration, or test, shall be required as a qualification for any office or public trust.

Sec. 4. The Legislature shall establish a system of county and town governments, which shall be as nearly as practicable, throughout the State.

Sec. 5. The Legislature shall have the power to provide for the election of a board of supervisors in each county; and these supervisors shall jointly and individually perform such duties as may be prescribed by law.

Sec. 6. All officers whose election or appointment is not provided for by this Constitution, and all officers whose offices may hereafter be created by law, shall be elected by the people, or appointed as the Legislature may direct.

Sec. 7. When the duration of any office is not provided for by this Constitution, it may be declared by law, and if not so declared, such office shall be held during the pleasure of the authority making the appointment; nor shall the duration of any office not fixed by this Constitution ever exceed four years.

Sec. 8. The fiscal year shall commence on the 1st day of July.

Sec. 9. Each county, town, city, and incorporated village, shall make provision for the support of its own officers, subject to such restrictions and regulations as the Legislature may prescribe.

Sec. 10. The credit of the State shall not, in any manner, be given or loaned to or in aid of any individual, association, or corporation; nor shall the State directly or indirectly become a stockholder in any association or corporation.

Sec. 11. Suits may be brought against the State in such manner, and in such courts, as shall be directed by law.

Sec. 12. No contract of marriage, if otherwise duly made, shall be invalidated for want of conformity to the requirements of any religious sect.

Sec. 13. Taxation shall be equal and uniform throughout the State. All property in this State shall be taxed in proportion to its value, to be ascertained as directed by law; but assessors and collectors of town, county, and State taxes, shall be elected by the qualified electors of the district, county, or town, in which the property taxed for State, county, or town purposes is situated.

Sec. 14. All property, both real and personal, of the wife, owned or claimed by marriage, and that acquired afterwards by gift, devise, or descent, shall be her separate property; and laws shall be passed more clearly defining the rights of the wife, in relation as well to her separate property as to that held in common with her husband. Laws shall also be passed providing for the registration of the wife's separate property.

Sec. 15. The Legislature shall protect by law, from forced sale, a certain portion of the homestead and other property of all heads of families.

Sec. 16. No perpetuities shall be allowed, except for eleemosynary purposes.

Sec. 17. Every person shall be disqualified from holding any office of profit in this State, who shall have been convicted of having given, or offered a bribe, to procure his election or appointment.

Sec. 18. Laws shall be made to exclude from office, serving on juries, and from the right of suffrage, those who shall hereafter be convicted of bribery, perjury, forgery, or other high crimes. The privilege of free suffrage shall be supported by laws regulating elections, and prohibiting, under adequate penalties, all undue influence thereon from power, bribery, tumult, or other improper practice.

Sec. 19. Absence from this State on business of the State, or of the United States, shall not affect the question of residence of any person.

Sec. 20. A plurality of the votes given at an election shall constitute a choice, where not otherwise directed in this Constitution.

Sec. 21. All laws, decrees, regulations, and provisions, which from their nature require publication, shall be published in English and Spanish.

ARTICLE XII. *Boundary.*

The Boundary of the State of California shall be as follows :

Commencing at this point of intersection of 42d degree of north latitude with the 120th degree of longitude west from Greenwich, and running south on the line of said 120th degree of west longitude until it intersects the 39th degree of north latitude; thence running in a straight line in a south easterly direction to the River Colorado, at a point where it intersects the 35th degree of north latitude; thence down the middle of the channel of said river, to the boundary line between the United States and Mexico, as established by the Treaty of May 30th, 1848; thence running west and along said boundary line to the Pacific Ocean, and extending therein three English miles; thence running in a northwesterly direction, and following the direction of the Pacific Coast to the 42d degree of north latitude, thence on the line of said 42d degree of north latitude to the place of beginning. Also all the islands, harbors, and bays, along adjacent to the Pacific Coast.

Schedule.

Sec. 1. All rights, prosecutions, claims and contracts, as well of individuals as of bodies corporate, and all laws in force at the time of the adoption of this Constitution, and not inconsistent therewith, until altered or repealed by the Legislature, shall continue as if the same had not been adopted.

Sec. 2. The Legislature shall provide for the removal of all causes which may be pending when this Constitution goes into effect, to courts created by the same.

Sec. 3. In order that no inconvenience may result to the public service, from the taking effect of this Constitution, no office shall be superceded thereby, nor the laws relative to the duties of the several officers be changed, until the entering into office of the new officers to be appointed under this Constitution.

Sec. 4. The provisions of this Constitution concerning the term of residence necessary to enable persons to hold certain offices therein mentioned, shall not be held to apply to officers chosen by the people at the first election, or by the Legislature at its first session.

Sec. 5. Every citizen of California, declared a legal voter by this Constitution, and every citizen of the United States, a resident of this State on the day of election, shall be entitled to vote at the first general election under this Constitution, and on the question of the adoption thereof.

Sec. 6. This Constitution shall be submitted to the people, for their ratification or rejection, at the general election to be held on Tuesday, the thirteenth day of November next. The Executive of the existing Government of California is hereby requested to issue a proclamation to the people, directing the Prefects of the several districts, or in case of vacancy, the Sub-Prefects, or senior Judge of first Instance, to cause such election to be held, the day aforesaid, in the respective districts. The election shall be conducted in the manner which was prescribed for the election of Delegates to this Convention, except that the Prefect, Sub-Prefect, or senior Judge of first Instance ordering such election in each district, shall have power to designate any additional number of places for opening the polls, and that, in every place of holding the election, a regular poll-list shall be kept by the judges and inspectors of election. It shall also be the duty of these judges and inspectors of election, on the day aforesaid, to receive the votes of the electors qualified to vote at such election. Each voter shall express his opinion, by depositing in the ballot-box a ticket, whereon shall be written, or printed "For the Constitution," or "Against the Constitution," or some such words as will distinctly convey the intention of the voter. These Judges and Inspectors shall also receive the votes for the several officers to be voted for at the said election as herein provided. At the close of the election, the judges and Inspectors shall carefully count each ballot, and forthwith make duplicate returns thereof to the Prefect, Sub-Prefect, or senior Judge of first Instance, as the case may be, of their respective districts; and said Prefect, Sub-Prefect, or senior Judge of first Instance shall transmit one of the same, by the most safe and rapid conveyance, to the Secretary of State. Upon the receipt of said returns, or on the tenth day of December next, if the returns be not sooner received, it shall be the duty of a board of canvassers, to consist of the Secretary of State, one of the Judges of the Superior Court, the Prefect, Judge of first Instance, and an Alcalde of the District of Monterey, or any three of the aforementioned officers, in the presence of all who shall choose to attend, to compare the votes given at said election, and to immediately publish an abstract of the same in one or more of the newspapers of California. And the Executive will also immediately after ascertaining that the Constitution has been ratified by the people, make proclamation of the fact; and thenceforth this Constitution shall be ordained and established as the Constitution of California.

Sec. 7. If this Constitution shall be ratified by the people of California, the Executive of the existing government is hereby requested immediately after, the same shall be ascertained, in the manner herein directed, to cause a fair copy thereof to be forwarded to the President of the United States, in order that he may lay it before the Congress of the United States.

Sec. 8. At the general election aforesaid, viz: the thirteenth day of November next, there shall be elected a Governor, Lieutenant-Governor, members of the Legislature, and also two Members of Congress.

Sec. 9. If this Constitution shall be ratified by the People of California, the Legislature shall assemble at the seat of government on the fifteenth day of December next, and in order to complete the organization of that body, the Senate shall elect a President *pro tempore*, until the Lieutenant-Governor shall be installed into office.

Sec. 10. On the organization of the Legislature, it shall be the duty of the Secretary of State, to lay before each house, a copy of the abstract made by the board of canvassers, and if called for, the original returns of election, in order that each house may judge of the correctness of the report of said board of canvassers.

Sec. 11. The Legislature, at its first session, shall elect such officers as may be ordered by this Constitution, to be elected by that body, and within four days after its organization, proceed to elect two Senators to the Congress of the United States. But no law passed by this Legislature shall take effect until signed by the Governor after his installation into office.

Sec. 12. The Senators and Representatives to the Congress of the United States, elected by the Legislature and People of California, as herein directed, shall be furnished with certified copies of this Constitution, when ratified, which they shall lay before the Congress of the United States, requesting, in the name of the People of California, the admission of the State of California into the American Union.

Sec. 13. All officers of this State, other than members of the Legislature, shall be installed into office on the fifteenth day of December next, or as soon thereafter as practicable.

Sec. 14. Until the Legislature shall divide the State into counties, and senatorial and assembly districts, as directed by this Constitution, the following shall be the apportionment of the two houses of the Legislature, viz: the districts of San Diego and Los Angeles, shall jointly elect two senators; the districts of Santa Barbara and San Luis Obispo, shall jointly elect one senator; the district of Monterey, one senator; the district of San Jose, one senator; the district of San Francisco, two senators, the district of Sonoma, one senator; the district of Sacramento, four senators; and the district of San Joaquin, four senators. And the district of San Diego shall elect one member of assembly; the district of Los Angeles, two members of assembly; the district of Santa Barbara, two members of assembly; the district of San Luis Obispo, one member of assembly; the district of Monterey, two members of assembly; the district of San Jose, three members of assembly; the district of San Francisco, five members of assembly; the district of Sonoma, two members of assembly; the district of Sacramento, nine members of assembly; and the district of San Joaquin nine members of assembly.

Sec. 15. Until the Legislature shall otherwise direct, in accordance with the provisions of this Constitution, the salary of the Governor shall be ten thousand dollars per annum; and the salary of the Lieutenant-Governor shall be double the pay of a State senator; and the pay of members of the Legislature shall be sixteen dollars per diem, while in attendance, and sixteen dollars for every twenty miles travel by the usual route from their residences, to the place of holding the session of the Legislature, and in returning therefrom. And the Legislature shall fix the salaries of all officers, other than those elected by the people, at the first election.

Sec. 16. The limitation of the powers of the Legislature, contained in article 8th of this Constitution, shall not extend to the first Legislature elected under the same, which is hereby authorized to negotiate for such amount as may be necessary to pay the expenses of the State Government.

Lexique du vocabulaire de l'Exécutif en Californie¹

The Executive : il est constitué de 8 fonctionnaires élus en tant que tel pour administrer l'Etat : le Gouverneur, le Lieutenant Gouverneur, l'*Attorney general*, le *Secretary of State*, le *Treasurer*, le *Controller*, le *State superintendent of Public instruction*, et l'*Insurance Commissioner*.

Ces 8 « fonctionnaires » sont élus pour des mandats de 4 ans (renouvelable une seule fois). Ils doivent être âgés de 18 ans, être citoyen des USA et résidents de Californie (depuis au moins 5 ans pour les Gouverneur et lieutenant-Gouverneur) .

- Le Gouverneur exerce plusieurs missions. Il agit comme Secrétaire-général de l'Etat, il nomme le personnel, accorde les grâces, est Chef de la Garde nationale. Il joue aussi un rôle important dans le processus législatif : à chaque rentrée parlementaire, il dresse le *State of the State* et formule des recommandations pour la session. Il peut convoquer une session extraordinaire des Assemblées. Il promulgue les lois ou peut opposer son veto à de nouvelles lois ou articles de lois. Il nomme les Juges. Il propose le Budget de l'Etat
- Le Lieutenant Gouverneur : il est le second du Gouverneur. Il est également le Président du Sénat² de l'Etat avec voix prédominante en cas d'égalité de vote. Il exerce également d'autres fonctions plus honorifiques, comme celles de Régent de l'Université de Californie ou de Président de la Commission de Développement économique de l'Etat.
- L'*Attorney general* ou procureur général, est le responsable de l'application uniforme et adéquate de la loi dans chacun des Comtés de l'Etat. Il supervise les missions de *attornies* et des *sheriffs* de l'Etat. Une autre de ses tâches consiste à rendre opinion par écrit à la *legislature* concernant toute matière de droit relevant de ses missions.
- Le *Secretary of State* est en quelque sorte le Garde des Sceaux et l'archiviste en chef de l'Etat pour ce qui concerne tous les actes officiels, de l'exécutif et du législatif. A titre accessoire, il est aussi le Chef des élections et à ce titre, est responsable de leur bonne conduite ainsi que de la certification des résultats.
- Le *Treasurer* est le banquier de l'Etat par rapport aux Bons du Trésor et à la gestion des finances de l'Etat. A la demande des Assemblées, le *Treasurer* doit fournir ou expliciter la situation et la position du Trésor et doit répondre à toute question relevant de sa charge.
- Le *Controller* est le responsable fiscal de l'Etat. Il est le responsable des comptes dans lesquels l'Etat détient un intérêt, il audite toutes les réclamations reçues par l'Etat. Il peut également formuler des propositions pour l'amélioration du recouvrement.
- Le *Superintendent of Public Instruction* est le responsable du système public d'éducation de l'Etat (en ce compris l'enseignement spécial) . C'est lui qui redistribue les budgets alloués aux différentes écoles de l'Etat et qui informe le Gouverneur de la qualité du système éducatif.
- L'*Insurance Commissioner* est responsable de l'attribution des licences d'agents d'assurances, de courtiers. Il s'agit, à titre plus anecdotique de la seule fonction « interetats » aux USA qui ne soit pas régie par le niveau fédéral.

¹ pour la facilité du lecteur, les termes sont présentés sous forme alphabétique

² à l'instar du vice-Président des USA, qui est aussi Président du *US Senate*.

Bibliographie et références pour la préparation de la mission d'étude.

- Ouvrages étudiés :

BLINDENBACHER Raoul, *Origines et structures dans les Etats fédéraux*, Un dialogue sur le fédéralisme, pp. 25-38.

DEYSINE, *Les institutions des Etats-Unis*, Documentation française, Document d'études, édition 2006, n° 1.01, 60 p.

LASSALE J-P, *Les institutions des Etats-Unis*, Documentation française, 2001.

OSTIEN Abigail, *Répartition des compétences et instabilités dans les pays fédéraux*, Un dialogue sur le fédéralisme mondial, pp.20-29.

DELAUNAY Benoît, *L'indispensable du droit constitutionnel*, Collection Reithmann, pp. 62-83.

PASMA Chandra, *Les relations extérieures dans les pays fédéraux*, Un dialogue sur le fédéralisme mondial, pp. 51-73.

KASPI André, *La vie politique aux Etats-Unis*, Edition Colin, collection U2, 2006, pp. 152-198.

FORUM DES FEDERATIONS, *Guide des pays fédéraux 2005*, pp. 223-242.

PARINI Philippe, *Régimes politiques contemporains*, Concours Droit, Ed. Masson, 2006, pp. 145-175.

LEROY Paul, *Les régimes politiques du monde contemporain*, Ed. 2001 revue augmentée, pp. 94-162.

GAUTIER Maurice-Paul, *L'évolution du système fédéral américain*, Université Paris IV, pp. 213-224.

TOINET Marie France, *Le Congrès des Etats-Unis*, presses universitaires, collections sup, pp. 94-112.

- Articles examinés :

Les Etats-Unis dévoilent leurs mécanismes de rachat des actifs toxiques, Le Monde, 23 mars 2009.

MULARD, *La Californie en récession vote des mesures drastiques*, Le Monde, 22 février 2009.

NCSL's affairs program, *State Budgets and tax overview*, National conference of state legislatures, janvier 2009.

LEBOEUF Hélène, *L'ABC de la politique américaine*, 3 mars 2007, Le Soir .

Les Etats-Unis d'Amérique : un modèle ?, Le taurillon magazine, 23 août 2007,

Le fédéralisme dans tous ses Etats, Le taurillon magazine, 28 septembre 2008

Plan de relance approuvé, Le Soir, 14 février 2009.

Plan de relance US approuvé dans les 2 chambres, RTBF, 14 février 2009.

Le Monde, *Les principales mesures du plan de relance d'Obama*, 14 février 2009, *Les Etats-Unis dévoilent leurs mécanismes de rachat des actifs toxiques*, 23 mars 2009, *Le budget américain signe le retour de l'Etat, sur fond de déficit élevé*, 28 février 2009.

Le Soir, *La Californie en récession vote des mesures drastiques*, 22 février 2009.

- Principaux dossiers examinés :

SPF Affaires étrangères, Fiche pays, Etats-Unis mars 2009.

WBRI, *Etats-Unis d'Amérique, Fiche pays*, 27 mars 2009, 14 pages.

AWEX, *Etats-Unis : fiche pays*, 27 mars 2009, 5 pages

DEBLOCK Christian, *Enjeux de politique intérieure*, novembre 2008

- Sites Internet consultés :

www.tlfq.ulaval.ca / Université de Laval-Canada

www.memoireonline.com / Département des sciences politiques et administratives.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/etats-unis_471/presentation-etats-unis_962/index.html

www.agora.qc.ca

www.wikipédia.com

www.cairn.be.

www.crisp.be

www.awex.be

www.ulg.ac.be

www.ulb.ac.be

www.ucl.ac.be

www.america.gov

www.minefi.gouv.fr

<http://www.senate.gov/> (US Senate)

<http://www.house.gov/> (US House of Representatives)

<http://www.assembly.ca.gov/defaulttext.asp> (CA Assembly)

<http://www.sen.ca.gov/> (CA Senate)

<http://legis.state.nm.us/LCS/legislatorsearch.aspx> (NM both House and Senate)

<http://www.azhouse.gov/> (AZ House)

<http://www.azsenate.gov/> (AZ Senate)

Sites officiels des Gouvernements des Etats et de l'Etat fédéral

Quelques chiffres sur le déroulement de la mission

Départ le samedi 4 avril à midi

: soit 11 jours au total.

Retour le mercredi 15 avril au matin.

Jours ouvrables durant la mission : 6 jours

Jours fériés durant la mission : 5 jours (2 samedis, 2 dimanches, lundi de Pâques)

Heures de réunion sur place : 59 h (dont 16 h de bus pour les réunions)

Heures en transports (avion, ...) : 35h30

Nombre d'interlocuteurs rencontrés : une cinquantaine d'officiels.